

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

N° 562

Juillet-Sept. 2026

63e année -1,5 € / 3 CHF /
£ 1,5 / 10 DA / 1,5 DT / 5 DH
/ 300 CFA / 1,5 \$ CAD

DANS CE NUMERO

- Un camarade et ami nous quitte
- « Apologie du terrorisme » et criminalisation de la cause palestinienne
- Le CCI et le « défaitisme révolutionnaire »
- « Marxistes-léninistes » : Réactions pacifistes et social-chauvines au militarisme (2)
- Le « Sovintern » : une internationale réactionnaire au service de l'impérialisme russe
- Séismes au Venezuela : Ce n'est pas la fatalité qu'il faut blâmer, mais le capitalisme et l'État bourgeois
- G7 à Evian. Contre l'impérialisme et ses guerres : retour aux méthodes et aux orientations de la lutte de classe
- À propos du 54e congrès de la CGT

Pas un soldat, pas une balle, pas un euro pour Ceuta et Melilla

La situation est comparable à celle de 2021, mais portée à un niveau qui paraissait alors impensable. Des milliers de Marocains, ainsi que des immigrés originaires d'Afrique subsaharienne et d'autres nationalités, ont franchi la frontière de Ceuta dans un mouvement visant à simuler une sorte d'offensive non armée contre la ville. Il ne faut pas se faire d'illusions : cette opération n'a pas grand-chose à voir avec un mouvement migratoire, même si les migrants que le Maroc retient et réprime près de la frontière, précisément pour les utiliser comme monnaie d'échange dans ce genre de situation, ont été mobilisés aux côtés d'un grand nombre de Marocains amenés par la gendarmerie pour l'occasion. Il s'agit d'une opération qui s'inscrit dans la lignée d'épisodes antérieurs, au cours desquelles l'État alaouite mobilisait le plus grand nombre possible de migrants afin de faire

(Suite en page 5)

À bas l'opium électoral, vive la lutte des classes !

Nul prolétaire ayant ouvert les journaux ou allumé son poste de radio ou de télévision n'a pu y échapper, tant les médias sont venus battre la grosse caisse : 2027 sera une année électorale, et la campagne a déjà commencé.

Cela n'est pas pour nous surprendre tant la vie politique dans les démocraties est rythmée par ces grandes foires aux illusions que sont les élections. Lénine, déjà, rappelait le trait essentiel de la démocratie capitaliste : « *on autorise les opprimés à décider périodiquement, pour un certain nombre d'années, quel sera, parmi les représentants de la classe des oppresseurs, celui qui les représentera et les foulera aux pieds au Parlement !* » (1) Les révolutionnaires marxistes savent très bien qu'en démocratie comme en dictature, c'est toujours la bourgeoisie qui dirige. (2) L'État, loin d'être un arbitre impartial au-dessus des

classes, est le « *comité qui gère les affaires communes de la classe bourgeoise tout entière* » comme l'exprime le *Manifeste du Parti communiste* (3). Les prolétaires n'ont donc rien à attendre des élections.

Ils n'ont rien à en attendre, ce qui n'empêche pas l'opium électoral de faire son œuvre. Certes, il a tendance à être de moins en moins efficace comme le rappelle la hausse croissante de l'abstention aux élections présidentielles depuis au moins 1995 (avec la parenthèse de 2007), particulièrement prononcée chez les prolétaires où près d'un ouvrier sur deux ne se déplace pas aux différentes élections. Cela n'empêche toutefois pas la bourgeoisie, toujours très inventive, de multiplier les incitations à voter.

La plus efficace d'entre elles est le

(Suite en page 2)

Fièvre xénophobe : en Afrique du Sud aussi, la bourgeoisie attise la division entre prolétaires

« *Ceux qui ne sont pas Sud-Africains, debout ! On va vérifier l'identité de tout le monde.* » Ces propos, tenus par des militants de l'organisation xénophobe et crypto-fasciste, Operation Dudula, dans une salle d'attente d'un hôpital public en avril 2026, sont rapidement devenus viraux en Afrique du Sud (1). Ils s'inscrivent dans une tendance à la résurgence d'attaques racistes menées contre les Africains étrangers installés dans le pays, qui ont démarré au printemps 2026 et se sont poursuivis jusqu'au début de l'été. Des manifestations anti-étrangers ont ainsi éclaté dans tout le pays, de Durban en avril-mai à Johannesburg en avril, en passant par la ville minière de Boksburg dans le Rand, et Wynberg, dans la banlieue du Cap, en

juin. Au total, une vingtaine de marches se sont tenues entre les mois d'avril et juin. L'apogée de cette fièvre xénophobe a été atteinte le 30 juin 2026, date d'un prétendu ultimatum adressé par une autre organisation raciste, March and March, au gouvernement pour que celui-ci organise la déportation de plusieurs dizaines de milliers d'Africains étrangers. Si le gouvernement a officiellement dénoncé ces menaces qui « [déstabiliseraient] le pays », il n'a cependant pas hésité à faciliter le rapatriement et l'expulsion de 160 000 étrangers, principalement malawites et zimbabwéens, en l'espace de seulement quelques semaines. Outre ces expulsions, on compte

(Suite en page 13)

À bas l'opium électoral, vive la lutte des classes !

(Suite de la page 1)

fameux « barrage républicain », déclinaison électorale de l'antifascisme démocratique. Recourant régulièrement depuis 2002 à la menace de l'arrivée des forces fascistes au pouvoir – prodrome de la transformation des institutions démocratiques en dictature, à la répression de toute contestation ouvrière, voire, chez les plus exaltés d'entre les antifascistes, à l'ouverture de camps de concentration – la bourgeoisie est parvenue à maintenir un certain intérêt de la part de la population, y inclus le prolétariat, pour les élections. Il n'est qu'à rappeler les élections législatives de 2024, anticipées suite à la dissolution inattendue de l'Assemblée nationale par Macron, et où le Rassemblement national était promis à une victoire écrasante, pour démontrer combien l'association de l'opium électoral avec l'opium antifasciste a pu produire un cocktail détonnant, tout à fait nuisible aux véritables intérêts du prolétariat. On a ainsi pu constater que la participation avait bondi de presque 20 points pour chacun des deux tours par rapport aux élections législatives de 2022. Il s'agissait même de la participation la plus élevée depuis les élections législatives de 1997. Il est évident que ce regain de participation s'explique avant tout par la mobilisation du prolétariat, et notamment de sa jeunesse, les deux principaux viviers de l'abstentionnisme.

2027 s'annonce à cet égard comme une réédition de 2024. D'après les sondages et autres experts bourgeois, jamais la victoire de l'extrême droite n'a été aussi certaine. On peut donc pronostiquer, sans grand risque de se tromper, que le discours du barrage républicain sera mobilisé jusqu'à la nausée parmi les forces politiques de gauche, et surtout d'« extrême » gauche. Ces dernières se sont en effet spécialisées dans le rabattage des prolétaires combattifs vers les illusions électorales, le plus souvent en invoquant le péril du fascisme au pouvoir. Cette tactique risque d'autant plus de faire recette que cette fois-ci le candidat de la gauche dite radicale, le dirigeant de la France insoumise Jean-Luc Mélenchon, a des chances d'arriver au second tour, une première depuis l'arrivée au second tour de l'« anticapitaliste » Mitterrand en 1981. Une partie des trotskistes a d'ailleurs déjà franchi le pas, n'hésitant pas à faire campagne pour Mélenchon dès le premier tour. C'est le cas du NPA-L'Anti-

capitaliste, groupé autour de ses médiatiques porte-paroles historiques, Besancenot et Poutou, du bien mal-nommé Parti « communiste » « révolutionnaire » ou encore des éternels groupuscules lambertistes. Si le reste de la famille trotskiste a décidé de faire campagne sur une candidature autonome – contribuant à son tour à entretenir les illusions électoralistes au sein des parties les plus combattives du prolétariat – il y a fort à parier que ces formations opportunistes bourgeoises appelleront à voter Mélenchon au deuxième tour, « sans illusion mais sans réserve ». (4)

Si les prolétaires doivent se désintéresser des élections, ce n'est pas en raison d'un stupide apolitisme de type anarchiste, mais parce que les élections répondent à une fonction spécifique dans la société bourgeoise : entretenir les illusions du prolétariat dans la possibilité qu'une autre politique, qu'un autre dirigeant, puissent défendre véritablement ses intérêts et ainsi, le détourner de la seule voie qui mène à son émancipation, la voie de la lutte des classes, depuis la simple défense de ses intérêts immédiats jusqu'à la lutte insurrectionnelle pour le renversement de l'État bourgeois et l'instauration de sa dictature.

Or, les moments électoraux ont souvent été des moments de paix sociale, de « trêve » dans la lutte opposant bourgeois et prolétaires. S'il est parfois arrivé que certaines échéances électorales s'accompagnent de mouvements de lutte, ceux-ci relèvent toutefois davantage de l'exception que de la norme, tant l'opium électoral est une drogue dure, particulièrement efficace pour anesthésier le prolétariat.

Même si nous savons que nos appels ne seront entendus au mieux que par une petite minorité du prolétariat, tandis que le reste ira se fourvoyer dans la fange électorale, il est de notre rôle et de notre devoir de révolutionnaires de rappeler que la lutte de classes ne connaît pas de trêves – y compris électorales –, que la seule voie qui permettra au prolétariat de faire face aux attaques, sans nul doute accrues, que la bourgeoisie lui prépare, est d'entrer en lutte pour la défense de ses conditions de vie et de travail.

Et s'il est vrai que le RN est une force indéniablement anti-prolétarienne, quoique sa démagogie puisse faire accroire, et que sa venue au pouvoir s'accompagnera nécessairement de terribles attaques contre la classe ouvrière, il n'en

demeure pas moins que cette formation n'a rien à envier aux multiples héritiers du président sortant, ni même aux forces de gauche et d'extrême gauche, qui, historiquement, ont toujours servi à faire passer les attaques les plus terribles contre le prolétariat, en profitant du relatif soutien dont elles bénéficiaient au sein des exploités.

Quel que soit le candidat qui remporte les élections, qu'il s'agisse de Le Pen, de Mélenchon ou d'un des héritiers interchangeables de Macron, le prolétariat devra suivre une seule et unique voie : la reprise de la lutte de classe !

- **A bas l'Etat bourgeois, sa République et toutes ses institutions !**
- **Pour l'union des prolétaires de toute nationalité, avec ou sans-papiers, de tout âge et de tout sexe, au chômage ou actifs !**
- **Pour la reprise de la lutte de classe indépendante contre le capitalisme et l'impérialisme !**
- **Pour la révolution communiste internationale !**

7/09/2026

(1) Lénine, *L'État et la Révolution*, § 20 « La transition du capitalisme au communisme », 1917.

(2) « *Tous les socialistes en démontrant le caractère de classe de la civilisation bourgeoise, de la démocratie bourgeoise, du parlementarisme bourgeois, ont exprimé cette idée déjà formulée, avec le maximum d'exactitude scientifique par Marx et Engels que la plus démocratique des républiques bourgeoises ne saurait être autre chose qu'une machine à opprimer la classe ouvrière à la merci de la bourgeoisie, la masse des travailleurs à la merci d'une poignée de capitalistes* », Lénine, « Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne », Ier congrès de l'IC, 1919.

(3) Karl Marx, Friedrich Engels, *Le Manifeste du Parti communiste*, 1848, Éditions de la Pléiade, p. 163.

(4) Lutte Ouvrière au sujet de Mitterrand dans *Lutte ouvrière*, n° 675.

Algérie
La révolution
et la lutte anticoloniale
dans l'analyse marxiste

Brochure «le prolétaire»,
Août 2025, format A4,
72 pages, Prix: 6 €

« Apologie du terrorisme » et criminalisation de la cause palestinienne : un prétexte au service du renforcement de la démocratie blindée et du terrorisme d'État

Le 18 juin 2025, le porte-parole de l'organisation trotskiste Révolution permanente (RP), Anasse Kazib, comparaisait en procès, accusé « d'apologie du terrorisme ». Si son procès a finalement été reporté, et qu'il a pu se targuer du soutien d'une véritable palanquée de personnalités bourgeoises, de la professeuse de droit constitutionnel à la Sorbonne Eugénie Mériaux, au fondateur de Médecins sans frontières Rony Brauman, en passant par l'ancienne actrice Adèle Haenel, l'économiste Frédéric Lordon et le dirigeant de la France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, tel n'est pas le cas de plusieurs centaines de militants anonymes, poursuivis avec acharnement par les forces de répression de l'État bourgeois en raison de leurs prises de position sur la Palestine. (1)

S'il ne fait aucun doute que ces positions expriment rarement une opposi-

tion prolétarienne au conflit en Palestine, qu'elles dénoncent souvent l'« impérialisme », à leurs yeux exclusivement occidental, sans jamais combattre la bourgeoisie palestinienne et ses représentants, comme le Hamas, qui ne représente en aucun cas une « force de résistance » à Israël et à l'impérialisme, comme le prétendent ces militants ; si, en bref, le mouvement pro-palestinien ne s'inscrit pas dans la lutte de classe du prolétariat, il n'en demeure pas moins qu'il fait l'objet d'une véritable politique de « terrorisme d'État » de la part des bourgeoisies occidentales, qu'il est du devoir des communistes révolutionnaires de dénoncer. Car la France est loin de faire œuvre unique. L'an dernier, en juin 2025, le Royaume-Uni interdisait l'organisation pro-palestinienne Palestine Action, déjà sous prétexte de « terrorisme ». Créé en 2020, ce groupe se don-

nait pour objectif de cibler, par des actions militantes et des actes de vandalisme, des sites soupçonnés d'être liés à l'effort de guerre israélien. Certains de ses militants avaient notamment pénétré par effraction dans une base de la RAF à scooter et tagué des avions militaires, constituant une véritable humiliation pour l'État britannique. Il n'en fallait pas plus pour que, sous la pression des puissants lobbys pro-israéliens aussi influents au Royaume-Uni qu'en France ou aux États-Unis, l'État dissolve cette organisation et criminalise ses militants, et même tout groupe ou individu exprimant une solidarité avec cette organisation ou ses luttes. (2)

Cette répression, identique dans ses formes et ses objectifs des deux côtés de la Manche, témoigne du fait que cel-

(Suite en page 4)

Un camarade et ami nous quitte

Avec beaucoup de tristesse, nous avons appris que notre camarade Jean-Pierre Dessus, alias Roger, est décédé mardi 14 juillet 2026. Malade depuis plusieurs années, sa faiblesse physique était devenue particulièrement handicapante et une chute à son domicile lui a été fatale.

C'est une grande perte pour le communisme et notre parti pour lequel il avait consacré toute son énergie et sa force politique depuis le début des années 70. C'est aussi une grande perte humaine. Roger était un militant d'une grande simplicité et sa discrétion, sa modestie, son détachement matériel, son humour à fleur de peau, son calme permanent et ses convictions profondes en faisaient aussi un ami de tous.

Jusqu'au dernier jour Roger était à la tâche, inlassablement actif pour défendre la théorie marxiste, le programme communiste et la construction du parti communiste international indispensable à la conduite de la révolution prolétarienne. Sa constance dans le travail politique, qu'il soit théorique ou organisationnel, aura été exemplaire. Confronté à la crise explosive du parti en 1982-83 qui a produit la plus grande désorientation imaginable des camarades d'alors, il a su avec une grande solidité politique, créer les conditions de la continuité du parti en défendant et en contribuant au travail de bilan politique du parti sur toutes les questions sur lesquelles le parti avait dérapé, quand tant d'autres, à la première heure ou la deuxième, s'égarèrent définitivement dans l'activisme, le mouvementisme, l'expédientisme ou à l'opposé, l'attentisme académique et son déni même de la crise. Il aura été l'un des principaux acteurs dans la reconstruction du parti tel qu'il est aujourd'hui c'est-à-dire réarmé de ce bilan.

Avec quelques autres camarades, il aura pu maintenir ininterrompue la publication de notre organe « le prolétaire » et faire reparaître en 1987 la revue « programme communiste ». Il a aussi joué un rôle primordial dans la reconstruc-

tion d'une presse internationale. En 2002, le parti pouvait lancer un nouveau journal en anglais, « Proletarian » et ensuite, en 2022, permettre la republication de « Communist Program ». La revue en espagnol « programa comunista » reparaitra en 1990, après 8 ans d'absence.

Dès 2002 apparaissait aussi en espagnol le « Suplemento de «programa comunista», qui deviendra ensuite le « Suplemento Venezuela », tandis que, de 2010 à 2012, certains numéros consacrés plus particulièrement à l'Espagne sont devenus « el proletario », le journal qui paraît encore aujourd'hui. Ce formidable travail de diffusion écrite de nos positions en plusieurs langues fut accompagné par son action permanente pour reconstituer ou structurer un réseau de contacts, sympathisants et militants dans plusieurs pays.

Roger fut un exemple de militant communiste et restera ainsi dans nos mémoires.

* * *

La perte d'un camarade, aussi important fût-il pour le parti, n'est pas un point d'arrêt du parti mais un nouveau jalon pour la continuité de son développement. Toutefois, cette situation entraîne quelques conséquences pratiques immédiates, dont nous demandons à tous nos contacts de tenir compte.

- L'adresse de correspondance du parti en France et Suisse – 15 Cours du Palais, Privas – est suspendue. Dans l'attente d'une nouvelle adresse, nous prions tous nos contacts de continuer à utiliser notre adresse email habituelle de correspondance ou celle du site Internet : leproletaire@pcint.org.

- Pour le versement des abonnements et des souscriptions, voir en dernière page du journal, rubrique « Souscription »

« Apologie du terrorisme » et criminalisation de la cause palestinienne : un prétexte au service du renforcement de la démocratie blindée et du terrorisme d'État

(Suite de la page 3)

Ici s'inscrit dans une tendance de fond des démocraties occidentales. Nous constatons le renforcement continu de ce que nous avons appelé la « démocratie blindée » (3), c'est-à-dire la tendance des démocraties à prendre des formes de plus en plus autoritaires, en tous points comparables à celles des États fascistes, mais tout en conservant la rhétorique démocratique et en prétendant que cette répression a précisément pour but de garantir les libertés démocratiques contre les menaces internes. Particulièrement présente durant les années de plomb, où le terrorisme politique des groupes d'extrême gauche – que nous qualifions alors de « réformisme armé » (4) – faisait rage, cette tendance repart à la hausse depuis un peu plus d'une décennie, et tend à se renforcer dans un contexte de remilitarisation des économies et des sociétés et de marche à la guerre mondiale.

Il suffit de jeter un coup d'œil à la législation répressive de l'État français depuis les attentats terroristes de 2015 pour se convaincre de ce blindage de la démocratie (5). Dès novembre 2015, l'état d'urgence – qui permet aux préfets de restreindre les déplacements, d'interdire le séjour dans certaines parties du territoire, d'interdire certaines réunions publiques, de fermer des lieux de réunion, d'assigner à résidence des personnes – est déclaré sur tout le territoire national. Après avoir été prolongé à de nombreuses reprises entre 2015 et 2017 et renforcé pour permettre les perquisitions administratives dans tous les lieux (lieux publics, lieux privés qui ne sont pas des domiciles, véhicules), la dissolution en conseil des ministres des « associations ou groupements de fait qui participent à la commission d'actes portant une atteinte grave à l'ordre public », celui-ci finit par entrer dans le droit commun avec la loi SILT de 2017. Cette loi prévoit notamment des mesures de surveillance renforcées et la mise en place de « périmètres de protection » avec contrôles d'identité inopinés, palpations, fouilles de bagages et inspections visuelles. Elle est suivie en 2021 d'une autre loi « relative à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement » qui vient pérenniser les mesures exceptionnelles des lois antérieures. C'est notamment le cas de la fermeture

des lieux de culte et des mesures de surveillance renforcées. Ainsi, la loi prévoit un recours accru aux algorithmes et la possibilité, bien évidemment « à titre expérimental », d'interception des communications satellitaires.

Preuve que tout est prétexte au renforcement de la législation répressive, les Jeux olympiques de 2024 ont également été l'occasion pour l'État d'introduire de nouvelles dispositions particulièrement intrusives. C'est le cas du recours à l'intelligence artificielle dans la vidéoprotection, également désigné sous le nom de « caméras intelligentes ». Si, officiellement, ces caméras ne sont pas autorisées à recourir à la reconnaissance faciale ou à d'autres systèmes d'identification biométrique, gageons que de telles techniques sont bel et bien utilisées de façon officieuse et qu'elles finiront par intégrer le droit commun à brève échéance.

Cette tendance à la démocratie blindée, qui est loin d'être propre à la France puisque dans les dernières années le Royaume-Uni a fait voter en 2022 le *Police Crime, Sentencing and Court Acts* puis en 2023 le *Public Order Act*, qui renforcent tous deux la répression des manifestations, doit susciter l'inquiétude du prolétariat et la mobilisation des révolutionnaires (6). Car s'il est vrai que cette répression est aujourd'hui dirigée en priorité vers le mouvement écologiste, le mouvement pro-palestinien ou le mouvement antifasciste – comme le rappellent les dissolutions, ou tentatives de dissolution, successives des Soulèvements de la Terre, du collectif Palestine Vaincra, et de la Jeune garde antifasciste (7), c'est-à-dire des mouvements étrangers au prolétariat, il est évident que ces mesures ne font qu'anticiper la répression, beaucoup plus violente et plus explicitement de caractère fasciste, qui s'abattra sur le prolétariat et ses organisations – notamment son parti de classe – lorsque celui-ci reprendra le chemin des luttes contre la bourgeoisie. Comme nous l'écrivions en une toute autre occasion en 2008-2009, toutes ces campagnes d'intimidation de la république démocratique – hier, contre la prétendue « ultra gauche » du groupe de Tarnac, aujourd'hui contre les individus exprimant leur solidarité avec le peuple palestinien, « il s'est agi en fait d'une campagne d'intimidation préventive à

l'intention non seulement de tous ceux qui pourraient être dits d'« ultragauche » [ou solidaires avec le « terrorisme » palestinien], mais de tous ceux qui pourraient contester par la violence, la violence du capitalisme et de son État. » (8) D'ores et déjà, les franges les plus précaires du prolétariat, comme les prolétaires des territoires d'outre-mer, des banlieues ou les travailleurs sans-papiers sont victimes d'une répression qui prend une diversité de formes, depuis l'intimidation policière ou la répression carcérale jusqu'à l'assassinat pur et simple en toute impunité.

C'est pour cette raison que, bien loin d'un indifférentisme qui se refuserait à analyser et dénoncer la répression de l'État bourgeois tant qu'elle ne vise pas le prolétariat et ses organisations, les communistes révolutionnaires doivent s'emparer de tout épisode de répression pour alerter le prolétariat sur cette réalité et mobiliser les éléments les plus conscientisés pour faire face à cette épée de Damoclès qui plane en permanence sur le prolétariat. S'il est évident que les forces du prolétariat conscient sont encore trop faibles pour obtenir ne serait-ce que des succès partiels, la mobilisation des révolutionnaires demeure une nécessité politique, théorique et pratique. En rejetant aussi bien l'indifférentisme face à la répression que tout alignement et sujétion politique avec les mouvements victimes à titre individuel ou collectif de la répression bourgeoise, nous nous inscrivons dans la longue tradition de la lutte contre le bâillonnement, la mise au cachot et la persécution des prolétaires d'avant-garde. Ce faisant, dans la perspective de demain, nous forgeons les armes – aujourd'hui encore principalement politiques – pour qu'elles soient pratiquement adoptées par le prolétariat dans sa lutte contre la violence répressive et terroriste de l'État, qu'il soit démocratique ou fascisant.

**Halte à la répression bourgeoise !
Acquittement et libération de tous
les prolétaires victimes de la répression de l'État bourgeois !**

07/07/2026

(1) « Génocide à Gaza : Anasse Kazib, le porte-parole de Révolution permanente jugé pour « apologie du terrorisme » », *L'Humanité*, 25 juin 2026 : <https://www.humanite.fr/politique/> ; « 25 juin : le procès d'Anasse Kazib sera le procès du génocide et de la criminalisation du soutien à Gaza ! », Révolution permanente, 9 juin 2026 : <https://www.revolutionpermanente.fr/>

(2) « Qu'est-ce que Palestine Action, le mouvement pro-palestinien interdit au

Pas un soldat, pas une balle, pas un euro pour Ceuta et Melilla

(Suite de la page 1)

pression sur la frontière espagnole, mais à une échelle qui la rapproche nettement d'une réédition de la Marche verte de 1975. À cette occasion, des dizaines de milliers de civils avaient été utilisés pour avancer sur le territoire espagnol de ce qui constitue aujourd'hui le nord du Maroc ainsi que sur le Sahara occidental, afin de les annexer à la Couronne du roi Hassan II. Le fait que, à peine 24 heures plus tard, la plupart des 60 000 personnes qui avaient franchi la frontière soient retournées spontanément au Maroc démontre le caractère effectivement organisé de ce mouvement, son aspect symbolique en tant que menace pour Ceuta et le fait qu'il s'agissait d'une manœuvre parfaitement préméditée. Le bilan s'élève à 67 morts (à ce jour), des milliers de blessés, et des scènes bouleversantes où des groupes de soldats en civil et de civils nationalistes de toutes sortes s'en prennent non seulement aux migrants, mais aussi à toute personne présentant des traits arabes, qu'elle soit espagnole ou non, qu'ils croisent dans la rue.

Alors que l'opération menée par le Maroc en 2021, moins organisée et de moindre ampleur que celle de ces derniers jours, avait une origine évidente, reconnue par le Maroc lui-même (l'aide apportée par l'Espagne à un responsable du Front Polisario pour mener des opérations dans le pays), dans le cas présent, la motivation directe semble

moins claire. La presse dominante elle-même évoque le rétablissement des relations commerciales avec l'Algérie, auprès de laquelle l'Espagne achètera cette année 10 % de gaz de plus que l'an dernier. Toutefois, cet élément ne constitue vraisemblablement que la goutte d'eau qui fait déborder le vase, après plus de deux ans au cours desquels les liens économiques et commerciaux de l'Espagne avec des puissances telles que la Chine et la Russie (que les sources journalistiques identifient comme les véritables fournisseurs de gaz algériens) se sont renforcés.

Quelles que soient les justifications qui seront avancées dans les prochains jours, la réalité est que la situation à la frontière marocaine est critique depuis longtemps. Comme on le sait, l'Espagne entretient depuis toujours des relations politiques, économiques, diplomatiques, etc., fondées sur le rapport de force permanent. Le Maroc est actuellement la puissance occupante du Sahara occidental, une région qui, selon le droit international, appartient toujours à l'Espagne et sur lequel, en tout état de cause, les Nations unies exigent un processus de décolonisation qui doit aboutir à l'indépendance, reconnue par l'Espagne mais non par le Maroc. Bien que l'Espagne reconnaisse depuis 2022 le droit revendiqué par le Maroc sur ce territoire, le conflit est loin d'être réglé. Par ailleurs, au cours des dernières décennies, le Maroc est devenu le principal partenaire commercial de l'Espagne en Afrique du

Nord, puisqu'il est désormais le premier destinataire de ses investissements à l'étranger. De nombreuses grandes entreprises espagnoles construisent et exploitent les infrastructures du royaume alaouite, créant ainsi une alliance *de facto* qui constitue l'un des principaux liens entre les deux pays. À cela s'ajoute l'importance croissante acquise par le Maroc en tant que gendarme des routes de migration subsaharienne à travers le Maghreb, ce qui en fait un partenaire politique et militaire majeur de l'Espagne, dans la mesure où la protection du flanc sud de la péninsule est directement liée à son action de lutte contre l'immigration.

Au-delà des relations bilatérales, qui suffisent à elles seules à faire des frontières de Ceuta et de Melilla des zones de forte instabilité, l'importance du Maroc en tant qu'allié des États-Unis s'est également accrue au cours des dernières années. D'une part, le royaume a été

(Suite en page 6)

« Il Comunista »

N° 192 Settembre 2026
Nell'interno

- Ucraina: il RisiKo della Coalizione dei Volenterosi
- Ceuta, militarismo e corsa alla guerra
- L'opposizione marxista al futuro opportunismo di guerra
- Italia. Lo Stato forte è una necessità di ogni imperialismo, tricolore compreso
- Rivolte per il pane in Europa? (...e si dicono marxisti...)
- La guerra del capitale contro il lavoro: ogni anno oltre 3 morti al giorno!
- ROGER. Un compagno, un amico fraterno ci ha lasciati
- Rapporti tenuti alla Riunione Generale dell'11-12 ottobre 2025. La Sinistra comunista e l'Ordinovismo (II)
- Ritorno al comunismo rivoluzionario di Marx e Lenin
- Luglio 2001 - Genova e il G8. Venticinque anni fa la borghesia italiana mostrava al mondo, durante il G8, di saper reprimere con feroce brutalità ogni movimento anti-governativo. Sui fatti di Genova, del G8 e dei movimenti no-global
- Seveso e dintorni. A chi si deve imporre la resa dei conti?
- Marcinelle. Una strage di musci neri per ridare slancio al capitalismo dopo la guerra
- Ratko Mladic è crepato
- Mamma li turchi!
- Scappare dalla Russia in guerra...
- G7 a Evian. Contro l'imperialismo e le sue guerre: tornare ai metodi e agli orientamenti della lotta di classe!

Giornale bimestrale - Una copia 2 €, 5 CHF, £ 1,5

E-mail: ilcomunista@pcint.org

«Apologie...», suite des notes

Royaume-Uni ? », *France 24*, 21 août 2025 : <https://www.france24.com/fr/europe/>

(3) Voir notamment notre article « Démocratie blindée », *Le Prolétaire* n° 200, 12-25 juillet 1975. Voir aussi notre article du même nom paru dans *Le Prolétaire* n° 491, novembre-décembre 2008 – janvier 2009.

(4) Voir par exemple notre série sur « Où vont les BR ? » dans *Le Prolétaire* n° 398, 399 et 400.

(5) Les informations suivantes sont issues de la rubrique « Chronologie de la législation antiterroriste depuis les années 1980 » sur le site officiel de l'État français, *vie-publique.fr* : <https://www.vie-publique.fr/eclairage/>

(6) « New Crime and Policing Bill to

Enhance Police Powers in England and Wales », *London Daily* : <https://london.daily.com/>

(7) « Soulèvements de la Terre : on vous résume le bras de fer entre le gouvernement et le collectif écologiste qui vient d'être dissous », *France Info*, 21 juin 2023 : <https://www.franceinfo.fr/environnement/transition-ecologique-de-l-agriculture/megabassine/> ; « Le Conseil d'État valide la dissolution du Collectif Palestine vaincre », *Le Monde*, 21 février 2025 : <https://www.lemonde.fr/societe/article/2025/02/20/> ; « Dissolution de la Jeune Garde : le Conseil d'État rejette le recours de l'organisation antifasciste », *Libération*, 30 avril 2026 : <https://www.liberation.fr/>

(8) « Démocratie blindée », *Le Prolétaire* n° 491, novembre-décembre 2008 – janvier 2009.

Ceuta et Melilla ...

(Suite de la page 5)

le principal promoteur, dans le monde arabe, des *accords d'Abraham*, lancés durant le premier mandat de Donald Trump et destinés à consolider la position d'Israël au Moyen-Orient avec le concours de puissances régionales telles que le Maroc, la Jordanie, l'Arabie saoudite, etc., en échange d'une stabilité politique, économique et militaire durable. De ces accords, il ne reste aujourd'hui que peu de choses après la guerre de Gaza de 2023, celle contre l'Iran cette année, et les autres conflits intervenus depuis. Toutefois, la volonté des États-Unis de contrôler la région du Moyen-Orient avec l'appui d'alliés arabes comme le Maroc demeure, et elle a renforcé les liens entre les États-Unis, le Maroc et Israël. En effet, le problème du Moyen-Orient, véritable cancer incurable du capitalisme contemporain, s'étend aujourd'hui jusqu'aux contre-forts de l'Atlantique à travers le Maroc et son alignement résolu sur le camp impérialiste américain, conférant à la situation un caractère intercontinental de plus en plus marqué.

C'est cette position critique du Maroc, allié extrêmement belliqueux des États-Unis, qu'il faut voir à l'origine de l'assaut contre Ceuta de ces derniers jours. Les tensions autour de la souveraineté sur Ceuta ne sont, dans une certaine mesure, qu'un prétexte, étant donné que le Maroc ne pourrait jamais revendiquer sa propriété en comptant uniquement sur ses propres forces. Derrière cette manœuvre consistant à envoyer des milliers de civils non armés vers la ville se cache la nécessité, pour les États-Unis, de mettre un terme au rapprochement avec la Chine et ses alliés (parmi lesquels figurent bien sûr l'Algérie et la Russie) que mène depuis deux ans une partie importante de la bourgeoisie espagnole, soutenue par le gouvernement du PSOE et de SUMAR, mais derrière laquelle transparaît également l'intérêt d'autres nations bien plus puissantes, comme la France, soucieuses de réduire la dépendance excessive à l'égard des États-Unis à laquelle elles sont soumises. La réaction d'un pays comme l'Italie, déjà pris dans une position ambiguë vis-à-vis des États-Unis, dont elle a été un défenseur historique en Europe, et qui utilise ses discours anti-immigration comme prétexte pour faire pression sur l'Espagne, est extrêmement significative.

La frontière avec le Maroc est la faille par laquelle se propage la tension impérialiste pour l'Espagne. Tant en raison

des raisons historiques propres aux deux pays que du fait qu'à mesure que la situation sur l'échiquier international s'aggrave, tous les anciens conflits se transforment en tranchées pour le futur conflit armé qui se profile déjà à l'horizon. Les intérêts impérialistes de l'Espagne se manifestent par un rapprochement naissant (et sans doute de courte durée) avec la Chine et ses alliés. C'est ce qu'exigent ses besoins économiques et son incapacité à rivaliser à armes égales avec ses principaux concurrents commerciaux. Mais, dans un système de relations où tout est lié et où la rivalité est si intense, ce virage vers la Chine ravive les conflits transfrontaliers avec le Maroc, aboutissant à cette sorte d'« attaque » contre Ceuta perpétrée par des personnes sans défense, dont nous avons été témoins jeudi et vendredi derniers. Tel est le rôle qui revient à l'Espagne dans l'escalade des tensions impérialistes. Et c'est un avant-goût, pour la classe prolétarienne, de ce qui l'attend dans les années à venir.

Il ne faut en aucun cas considérer que nous sommes face à une situation où le Maroc, et derrière lui ses alliés, serait l'agresseur tandis que l'Espagne serait la victime. L'Espagne est une puissance impérialiste qui s'efforce d'imposer ses intérêts en Afrique du Nord et qui agit en gendarme mondial en « protégeant », pour le compte de toutes les puissances impérialistes, le détroit de Gibraltar et la voie commerciale mondiale qui le traverse. À cette fin, elle entretient des pactes avec le Maroc, l'Algérie ou la Mauritanie, dans le seul but de défendre les intérêts de la classe bourgeoise, tant nationale qu'internationale. Ces pactes prévoient notamment des mesures de pression et de répression à l'encontre des masses d'immigrés démunis qui cherchent en Europe un avenir dont l'ordre capitaliste les a privés dans leurs pays d'origine. Et dans l'épisode de ces derniers jours, c'est le Maroc qui a porté le premier coup, alors que, tant d'autres fois, c'est l'Espagne qui l'a fait. Personne ne peut donc avoir le culot d'affirmer que le Maroc serait une sorte de régime de satrapes sans pitié tandis que l'Espagne incarnerait l'humanité et la civilisation. Dans les rivalités entre pays à l'ère impérialiste, tous les belligérants sont tout aussi criminels aux yeux du prolétariat. Bien sûr, la social-démocratie et le stalinisme, qu'ils soient au gouvernement ou en opposition, lanceront le slogan de l'Espagne attaquée par les forces criminelles du Maroc (voire des États-Unis), mais la défense des valeurs démocratiques à laquelle ils font appel n'est rien d'autre que la défense des intérêts impérialistes espagnols.

Aujourd'hui, ce sont des foules de civils désarmés, abandonnés à leur sort par le Maroc, qui ont été jetées en première ligne. Le Maroc a joué avec leur vie afin de faire prévaloir ses intérêts et ceux de ses alliés. De son côté, l'Espagne s'est contentée d'envoyer des troupes de renfort sans ordre de combat, tout en autorisant la Légion et d'autres corps militaires stationnés à Ceuta à mener des raids contre les immigrés et la population arabe autochtone de la ville. Mais à l'avenir, le conflit s'intensifiera. Les masses de civils non armés se transformeront en armées qui menaceront, que ce soit à Ceuta, sur le front oriental en Europe ou dans tout autre point chaud pour la bourgeoisie espagnole, les intérêts des capitalistes nationaux. Et face à cette menace, celle-ci réagira en mobilisant sa propre population, ses prolétaires, afin qu'ils défendent ses revendications économiques, politiques ou territoriales.

La guerre est l'avenir des prolétaires. Il ne faudra pas attendre plusieurs décennies avant que les différentes puissances impérialistes, dont l'Espagne, n'en arrivent au point où leurs différends économiques, commerciaux, etc., ne pourront être tranchés que par la voie militaire. Pour cela, elles feront appel, comme vient de le faire la bourgeoisie marocaine, à leur propre population, aux prolétaires, afin qu'ils grossissent les rangs de leurs armées et se jettent contre les armées de prolétaires armées par les bourgeoisies rivales. Il n'est pas nécessaire de remonter très loin dans le temps pour se souvenir des deux guerres mondiales qui ont ravagé l'Europe. Or, les guerres à venir, dans un monde qui a développé une capacité d'armement infiniment supérieure à celle d'alors, seront cent fois plus meurtrières, surtout pour la classe prolétarienne !

Aujourd'hui, la classe prolétarienne demeure prisonnière de sa bourgeoisie. Des décennies de soumission à la politique de collaboration de classe que lui ont imposée l'opportunisme socialiste, stalinien et post-stalinien en ont fait une proie facile pour le discours nationaliste, la prétendue « défense de la patrie », la haine de « l'immigré envahisseur »... Et, dans ce silence généralisé, les slogans patriotiques et militaristes se font entendre, tandis que réapparaissent les bandes nationalistes qui ont pour objectif d'imposer l'ordre dans les rues.

Mais la classe prolétarienne ne peut être maintenue dans les limites du respect de l'ordre bourgeois que de manière temporaire, jamais de façon définitive. Ses intérêts se situent à l'opposé de ceux de la classe bourgeoise et, si, pen-

dant un temps, il a pu sembler que les deux classes coexistaient en paix (en faisant toujours peser le poids le plus grand de ce « pacte » sur les épaules du prolétariat), la réalité d'un monde où les ouvriers sont les esclaves des patrons finira tôt ou tard par apparaître dans toute sa brutalité.

Demain, la bourgeoisie exigera du prolétariat qu'il meure au nom de la patrie, cruel euphémisme qui dissimule toujours la réalité du sacrifice pour la plus grande gloire du profit économique. Ce faisant, elle révélera son véritable visage et montrera que, dans le monde capitaliste, les prolétaires ne sont que de la chair à canon, bonne à être exploitée en temps de paix et détruite en temps de guerre. La classe prolétarienne devra alors relever le drapeau de l'internationalisme prolétarien, celui du refus de participer à la boucherie impérialiste et de toute solidarité nationale avec sa propre bourgeoisie. Ce n'est qu'en se ralliant à ce drapeau, ce n'est qu'en défendant sur tous les fronts ses véritables intérêts de classe, qu'elle pourra se libérer de l'horreur et de la destruction de millions de vies que la classe capitaliste prépare déjà aujourd'hui.

Face aux événements de ces derniers jours et à ceux qui surviendront dans un avenir proche, les prolétaires n'ont rien à défendre à Ceuta et à Melilla. La lutte pour ces deux enclaves, comme celle pour le contrôle du détroit de Gibraltar ou des Canaries, n'intéresse que la bourgeoisie espagnole, qui en a besoin pour maintenir son statu quo dans sa rivalité avec les autres puissances impérialistes. C'est pourquoi, au-delà du discours nationaliste, au-delà de la haine de l'immigré et de la rhétorique employée « contre l'envahisseur », les prolétaires doivent rejeter toute forme d'alliance avec la bourgeoisie nationale ; ils doivent refuser tout sacrifice qui leur serait demandé pour défendre les intérêts territoriaux du capitalisme national et tourner leur regard vers leur véritable ennemi, celui qui commence aujourd'hui à les pousser vers une mobilisation de plus grande ampleur, qui ne sera pas pacifique et qui exigera le sacrifice de leur propre vie et de celle de leurs enfants.

- Pour la reprise de la lutte de classe !
- Contre le militarisme bourgeois, opposons la force de l'internationalisme prolétarien !
- Vive l'internationalisme et la solidarité prolétarienne contre tous les impérialistes !
- Pour la révolution communiste mondiale !

1/08/2026

Le CCI et le « défaitisme révolutionnaire »

Sur son organe *Révolution Internationale* (1), le CCI essaye de justifier son opposition au défaitisme révolutionnaire de Lénine et les bolcheviks, après que nous l'ayons pris à partie à ce sujet lors d'une récente réunion publique.

Lénine affirmait carrément que : « Dans une guerre réactionnaire, la classe révolutionnaire ne peut faire autrement que de souhaiter la défaite de son gouvernement. C'est là un axiome. Et il n'y a pour en contester la vérité que les partisans conscients ou les acolytes impuissants des social-chauvins » (2).

Mais pour le CCI, ce « mot d'ordre ambigu dès ses origines » constituait un « dérapage » de Lénine, et il serait devenu « une aberration aujourd'hui ». Cette position « erronée » « tournait le dos au véritable internationalisme (...) puisqu'elle conduisait les révolutionnaires de chaque pays à revendiquer pour « leur » prolétariat les conditions les plus favorables à la révolution prolétarienne, alors que c'est au niveau mondial et, dans un premier temps, dans les grands pays avancés (qui étaient tous impliqués dans la guerre) que la révolution devait avoir lieu » (3). Si nous essayons de percer l'obscurité du raisonnement, la position de Lénine relevait d'une conception nationale de la révolution, alors que celle-ci devait avoir lieu au niveau mondial et d'abord dans les grands pays (pas en Russie alors ?) !

Voyons la réponse de Lénine à ce genre d'arguments.

Les « social-chauvins » sont les socialistes partisans ouverts de la victoire de leur gouvernement : ils appellent les prolétaires à participer à la guerre pour la défense de la patrie, reniant tous les principes de l'internationalisme prolétarien ; quant aux « acolytes impuissants » de ces derniers, Lénine visait ceux qui tout en affirmant leur fidélité à l'internationalisme, refusaient de prendre une position claire en défendant la position « ni défaite, ni victoire » ou, qui, comme Trotsky, faisaient des phrases sur « la lutte révolutionnaire contre la guerre » pour mieux s'opposer à l'idée de vouloir la défaite de la Russie. Lénine écrit : « La « lutte révolutionnaire contre la guerre » n'est qu'une de ces exclamations vaines et dépourvues de signification que savent si bien pousser les héros de la II^e Internationale, si l'on n'entend pas par là des actions révolutionnaires contre son propre gouvernement également en temps de guerre. (...) Or, des actions révolutionnaires

en temps de guerre contre son propre gouvernement signifient à coup sûr, sans conteste, non seulement que l'on souhaite la défaite de ce gouvernement, mais encore que l'on apporte un concours actif à cette défaite. (Signalons au « lecteur perspicace » qu'il n'est nullement question de « faire sauter des ponts », d'organiser des mutineries vouées à l'échec et, en général, d'aider le gouvernement à écraser les révolutionnaires.) ». « La révolution en temps de guerre c'est la guerre civile ; or, d'une part, la transformation d'une guerre de gouvernements en une guerre civile est facilitée par les revers militaires (par la « défaite ») des gouvernements ; d'autre part, il est impossible de contribuer pratiquement à cette transformation si on ne pousse pas, du même coup, à la défaite. Si le « mot d'ordre » de la défaite est répudié par les chauvins (...), c'est précisément parce que c'est le *seul* mot d'ordre qui fasse appel d'une manière conséquente à l'action révolutionnaire contre son propre gouvernement pendant la guerre ».

Lénine répond également à l'argument selon lequel vouloir la défaite de son pays signifierait vouloir la victoire du pays ennemi, en rappelant que la résolution de Berne du groupe bolchevik « a expliqué que, dans tous les pays impérialistes, le prolétariat doit maintenant souhaiter la défaite de son gouvernement ». « Seul le bourgeois, écrit-il ailleurs, qui croit que la guerre engagée par les gouvernements finira de toute nécessité comme une guerre entre gouvernements, et qui le désire, trouve « ridicule » ou « absurde » l'idée que les socialistes de *tous* les pays belligérants doivent affirmer qu'ils veulent la défaite de *tous* les gouvernements, de « leurs » gouvernements » (4).

S'il est cohérent avec lui-même, le CCI doit également repousser la formule historique de Karl Liebknecht répliquant en 1915 à la propagande bourgeoise contre l'ennemi étranger : « L'ennemi principal est dans notre pays ! » (5).

Pour justifier son refus du défaitisme révolutionnaire, le CCI prétend que ce mot d'ordre a été exploité « à de multiples reprises » « par des partis bourgeois à coloration communiste pour justifier leur participation à la guerre impérialiste » ! Il donne comme exemple le fait que les stalinien français aient soudainement redécouvert le défaitisme

(Suite en page 8)

Le CCI et le « défaitisme révolutionnaire »

(Suite de la page 7)

révolutionnaire et l'internationalisme prolétarien après la signature du pacte germano-soviétique de 1939, avant de les répudier ensuite après l'entrée en guerre de l'URSS (6) : mais cet exemple montre seulement la capacité des staliniens à utiliser un discours pseudo marxiste quand les circonstances l'exigent, et non que le marxisme doit être rejeté ! La rupture avec le défaitisme révolutionnaire et l'adhésion à la défense de la patrie marqua en réalité le ralliement définitif des staliniens dans les années trente à l'ordre établi.

Pour le CCI en outre, la situation n'est plus du tout celle où « *le mot d'ordre du défaitisme révolutionnaire a été lancé* » : d'une part on n'assisterait pas à la formation de blocs en vue d'une troisième guerre mondiale, mais à la multiplication de guerres chaotiques et barbares ; d'autre part nous ne serions plus « *dans une situation de défaite physique et idéologique profonde de la classe ouvrière, mais dans un contexte où les travailleurs tentent, certes non sans difficultés, à travers leurs luttes économiques, de développer leur autonomie et conscience de classe* ».

Nous ne partageons pas cette analyse (le CCI nous reproche de penser que la classe ouvrière est encore « *lourdement marquée par le poids de la contre-révolution* »), mais nous ne compre-

nons pas pourquoi cela signifierait que le défaitisme révolutionnaire « *n'est plus seulement un slogan erroné, totalement à côté de la plaque* » mais qu'il permettrait « *à la bourgeoisie et ses gauchistes d'incarner des visions impérialistes, couplées parfois à un autre mot d'ordre, celui des « luttes de libération nationale »* ».

Rappelons au passage que le CCI a toujours dénoncé les luttes anticoloniales, s'alignant de fait sur les préjugés de supériorité nationale cultivés par les social-chauvins, staliniens ou social-démocrates. De même, son opposition au défaitisme révolutionnaire est sans doute un nouveau signe de son aversion bien connue envers les réalités brutales et violentes de la lutte révolutionnaire qu'elle voit comme un processus débouchant plus ou moins tranquillement (pacifiquement) sur l'ouverture à l'échelle mondiale de la révolution.

Quoi qu'il en soit, nous concluons avec Lénine :

« Récuser le mot d'ordre de défaitisme, c'est ramener l'esprit révolutionnaire à une phrase vide de sens ou à une pure hypocrisie » (7)

(1) Toutes les citations sont tirées de l'article « Les révolutionnaires doivent-ils avancer le mot d'ordre du « défaitisme révolutionnaire » ? », *Révolution Internationale* n°507 (mai-août 2026). La réunion publique dont il est question avait été organisée par la TCI, le 7/03/2026.

(2) Cf. Lénine, « De la défaite de son propre gouvernement dans la guerre

impérialiste » (26/7/1915) <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1915/07/vil19150726.html>

(3) Pour appuyer cette critique, le CCI cite « La brochure de Junius » (« La crise de la social-démocratie ») fameux pamphlet publié clandestinement en 1916, parce que Rosa Luxemburg n'y reprend pas la position de Lénine. Mais en fait elle y appelle à la **défense de la patrie** : elle accuse ainsi le groupe social-démocrate d'avoir « *laissé la patrie sans défense à l'heure du plus grand danger* », en refusant de reprendre « *le vieux programme véritablement national des patriotes et des démocrates de 1848, le programme de Marx, d'Engels et de Lassalle : le mot d'ordre de grande et indivisible République allemande* » ! (c'est-à-dire le programme de la révolution bourgeoise)... <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/07/> Rappelons que R. L. et son groupe « L'Internationale » eurent pendant toute une période une position véritablement **ambigüe** dans la lutte contre la guerre en ne se situant pas parmi la gauche de Zimmerwald.

(4) Cf. Lénine, « *Le socialisme et la guerre* » (1915) <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1915/08/>

(5) C'est d'ailleurs ce qu'il fait, le jugeant « *ambigu* » et pouvant être « *retourné plus facilement par les gauchistes contre la classe ouvrière* » ! Cf. <https://fr.internationalism.org/rinte64/polemique.htm>

(6) Ce discours des staliniens avait abusé Trotsky qui avait cru qu'il y avait encore des révolutionnaires dans le PCF.

(7) Cf. Lénine « De la défaite... », op.cit.

« Marxistes-léninistes » : Réactions pacifistes et social-chauvines au militarisme (2)

Nous poursuivons ici notre analyse des positions sur le militarisme des différents groupes de « gauche » ou d'« extrême gauche » débutée dans le n°560 du *Prolétaire* (1). Prétendument plus radicaux que les partis ouvertement réformistes comme le PCF ou LFI, les partis et groupes dits « marxistes-léninistes » (c'est-à-dire issus de la décomposition du stalinisme et de ses appareils) barbotent en réalité dans la même boue réformiste, démocrate petite-bourgeoise et social-chauvine. Loin de représenter une force capable de s'opposer à la guerre impérialiste et de la transformer, le cas échéant, en guerre civile pour la conquête de la

dictature prolétarienne, ces organisations qui se disent « révolutionnaires » freinent objectivement la reprise de la lutte des classes, en abreuvant les prolétaires de mots d'ordres pacifistes et collaborationnistes.

LA DÉFENSE DES « BLOCS » SOUS COUVERT D'ANTI-IMPÉRIALISME

La plupart de ces groupes communient dans la falsification la plus éhontée de toute la théorie marxiste de l'impérialisme. En faisant de l'« impérialisme » une simple manière de désigner l'impérialisme actuellement dominant au ni-

veau mondial, l'impérialisme états-unien, ou même, plus généralement, l'impérialisme occidental, ces groupes en viennent à présenter les États capitalistes opposés à l'« Occident », au « bloc euro-atlantique », à l'OTAN, etc., non seulement comme n'étant pas des nations impérialistes, mais encore comme des nations « *anti-impérialistes* » ! Puisque les États occidentaux sont « l'impérialisme », tous les États capitalistes dont les intérêts économiques et politiques sont directement contraires aux intérêts du « bloc occidental » sont donc, « logiquement », des États « anti-impérialistes », puisque s'opposant aux intérêts de l'« impérialisme » ainsi défini : quand bien même cette opposition se fait en fait pour des motifs purement bourgeois, purement impérialistes ! Cette position *absurde*, anti-marxiste et réactionnaire sur toute la ligne, conduit nécessairement ces groupes à la soumission la plus complète aux intérêts d'États

purement bourgeois et anti-prolétariens, pourvu que ceux-ci soient vaguement anti-américains. Ce fait est complètement revendiqué par l'**Union pour la Reconstruction Communiste** (URC), issu en 2024 d'une fusion de l'ANC (Association Nationale des Communistes) et du RC (Rassemblement Communiste), qui affirme d'emblée que la « *responsabilité communiste est le soutien net et ouvert à tout [sic] ce qui affaiblit l'hégémonie impérialiste étatsunien quand bien même ce « tout » serait parcouru de contradictions, d'insuffisances, de compromis, de positions partielles [sic] erronées, etc. Comme nous l'avons dit plus haut avec Lénine : « Quiconque attend une révolution sociale « pure » ne vivra jamais assez longtemps pour la voir. Il n'est qu'un révolutionnaire en paroles qui ne comprend rien à ce qu'est une véritable révolution ».* »

Lénine disait au début de *L'État et la révolution* que le « privilège » malheureux des figures du marxisme révolutionnaire était d'être changées après leur mort en « icônes inoffensives » pour la bourgeoisie et ses serviteurs. Ces derniers tentent en permanence d'en émuquer le tranchant révolutionnaire afin de les accommoder à la poursuite de fins intégralement bourgeoises : ici le renforcement d'un « bloc » impérialiste au détriment d'un autre, l'impérialisme étatsunien. C'est ainsi que les supplétifs de l'impérialisme déguisés en prétendus « marxistes » comme l'URC font usage de Lénine. On lit également cette véritable profession de foi révisionniste :

« *À la période de recul consécutive à la destruction de l'URSS succède aujourd'hui une séquence marquée par la contradiction antagoniste entre le système impérialiste mondial sous hégémonie états-unienne et un monde multipolaire s'affirmant de plus en plus nettement. Cette contradiction antagoniste n'est rien d'autre que la forme contemporaine du mot d'ordre formulé par Lénine au début du siècle précédent : « Prolétaire de tous les pays, peuples opprimés unissez-vous ».* »

Cette déclaration, absolument monstrueuse, qui oppose le « système impérialiste mondial » incarné par l'impérialisme étatsunien, et un soit disant « monde multipolaire » représenté par les États bourgeois opposés à la domination occidentale, garants de la « paix », de la « démocratie mondiale », de la coexistence « pacifique » et de la croissance capitaliste « harmonieuse », est un reniement complet de tout l'enseignement et de toute la pratique marxiste concernant l'impérialisme. C'est la même position qui est défen-

due par le **Pôle de Renaissance Communiste en France** (PRCF) lorsqu'il oppose le « monde pacifique » à l'« Europe atlantiste » et les USA. Le PRCF présente ainsi la guerre actuelle en Iran comme le « *front mondial avancé de la confrontation globale entre, d'une part, les BRICS (et derrière eux l'ensemble des peuples en quête de souveraineté) et d'autre part l'Axe euro-israélo-atlantiste* ».

Contrairement à ce que racontent les staliniens, à l'époque de l'impérialisme comme « stade suprême du capitalisme » (Lénine, 1916), le « système impérialiste mondial » n'est en réalité pas autre chose que le système capitaliste lui-même, parvenu à sa phase sénile terminale, prélude immédiat à la révolution prolétarienne, à l'instauration *violente* du communisme. Partout où le capitalisme s'est développé, partout où les rapports bourgeois de production ont liquidé les rapports féodaux (et, à l'heure actuelle, il n'y a pas un endroit sur le globe où cette tâche n'a pas été réalisée pour les différents États bourgeois), c'est bien la révolution prolétarienne *pure* qui est à l'ordre du jour, au sens où celle-ci sera nécessairement dirigée par le parti unique du prolétariat, poursuivant ses tâches *intégralement* prolétariennes, *intégralement* contraires aux intérêts de la bourgeoisie dans son ensemble (ce qui n'était pas encore le cas dans le cycle des révolutions « doubles », c'est-à-dire anticoloniales ou anti-féodales). L'impérialisme comme stade actuel caractérisé par le partage du monde (qu'il soit direct ou par zones d'influences) entre grandes puissances impérialistes, par la domination des monopoles et du capital financier, qui n'a rien d'autre à offrir à l'humanité que la guerre et le pillage, rend absolument nécessaire la division du monde entre impérialismes « dominants » et impérialismes « dominés » ou de seconde zone. Le destin des impérialismes dominés est toujours de supplanter (ou, du moins, de chercher à le faire, notamment en redoublant toujours plus de brutalité dans l'exploitation de « leur » prolétariat) les impérialismes dominants, afin de les remplacer comme impérialisme dominant, que ce soit au niveau régional ou, à terme, au niveau mondial.

Il en va ainsi, non pas en raison de la personnalité de tels ou tels dirigeants bourgeois (que les idéalistes et les réformistes de toutes eaux présentent comme des « fauteurs de guerre » ou au contraire comme des « partisans de la paix »!), mais des caractéristiques du mode de production capitaliste lui-même. Celui-ci est en effet caractérisé par l'appropriation marchande privée et la concurrence impitoyable que se livrent les

États bourgeois aux intérêts nécessairement contradictoires... quand bien même ceux-là se rassembleraient hypocritement dans des « coalition » « multipolaires » opposant à la logique « hégémoniste » de la domination brutale l'idée d'un « développement pacifique » de l'impérialisme (le fameux « *heping fazhan* » de la Chine de Xi Jinping, remplaçant l'« ascension pacifique » ou « *heping jueqi* » de Hu Jintao) !

Toutes ces déclarations ronflantes, typiquement utopistes et petites-bourgeoises, par lesquelles les classes dirigeantes cherchent à camoufler la brutalité de leurs ambitions impérialistes (la « nouvelle ère de coopération » russo-africaine, la « coopération mutuellement avantageuse » ou « gagnant-gagnant » chinoise, etc.) sont bien évidemment pris pour argent comptant par les différents débris de la contre-révolution stalinienne. De banalement bourgeois et hypocrites, ces discours deviennent *archi-réactionnaires* lorsqu'ils sont repris en chœur par les faux communistes mais véritables avilisseurs du marxisme que sont les staliniens : non seulement parce qu'ils prétendent possible de revenir au stade définitivement dépassé du capitalisme pré-impérialisme de « libre concurrence », mais encore parce qu'ils jettent le prolétariat dans les bras d'État bourgeois repeints en États « progressistes », « anti-impérialistes » (voire carrément « rouges » ou « socialistes » : les pays de l'ALBA comme Cuba ou le Venezuela, la Chine, le Vietnam, la Corée du Nord...), au nom de la défense de la « démocratie », « de la souveraineté » et de l'« antifascisme ».

C'est au nom de ce même « anti-impérialisme » et « antifascisme » que le PRCF et l'URC ont défendu l'agression impérialiste russe de l'Ukraine (« nazi-fiée » pour l'URC, « pronazie » pour le PRCF), que l'URC est allée jusqu'à qualifier de « guerre juste » (« *C'est l'encerclement de la Russie par l'OTAN prélude à sa balkanisation qui a conduit celle-ci à déclencher une guerre juste de défense nationale en Ukraine* ») !

Il va sans dire que la totalité de ces groupes se sont évidemment retrouvés dans la défense de l'État bourgeois cubain et de la « république bolivarienne » suite à l'agression étatsunienne et à l'enlèvement de Maduro. Même les partis les plus ouvertement opposés au PSUV ont demandé au prolétariat vénézuélien de serrer les rangs derrière l'État bourgeois au nom des intérêts supérieurs de la patrie (ainsi, le **Parti Communiste Révolutionnaire de France**, le PCRf (2) a appelé le « *peuple-travailleur* » à la

(Suite en page 10)

« Marxistes-léninistes » ...

(Suite de la page 9)

« défense de [la] souveraineté » du Venezuela et à poursuivre la voie de l'« indépendance totale, lui conférant les forces de son propre développement [capitaliste, évidemment!] et de sa défense ». En février, le PCRF a également apporté son soutien au « peuple iranien » suite à l'agression impérialiste israélienne et étatsunienne, lequel « peuple iranien » était présenté comme le « seul a [avoir] le pouvoir de décider en toute indépendance de l'avenir de ses intérêts et de ses luttes de classes [sic] » ! Peut-être faudrait-il nous dire ce que la défense de l'« indépendance » du « peuple » a à voir avec la lutte des classes, non du « peuple », mais du prolétariat ? En se déclarant « solidaire de toute initiative de résistance populaire prenant forme dans les nouveaux développements de la région », le PCRF a de fait acquiescé à la « défense nationale » de la République islamique, même si cet accord s'est fait de façon plus discrète que chez ses « frères ennemis » de l'URC et du PCRF.

La défense de la « souveraineté bafouée » et de l'« union sacrée » autour du gouvernement « anti-impérialiste » (dirigeant de facto du prétendu « Axe de la Résistance ») s'impose au détriment de toute considération visant à défendre l'orientation indépendante de la lutte des classes du prolétariat iranien, qui venait de subir la répression bestiale des Pasdaran (autour de 30 000 morts et 350 000 blessés selon les estimations actuelles). Avant même l'agression sioniste et étatsunienne, au beau milieu des massacres au terme desquels l'ordre bourgeois a été restauré dans le sang, l'URC ne trouvait rien de mieux à faire en janvier que de faire remarquer le rôle « objectivement » « anti-impérialiste » de la classe dirigeante iranienne.

« Sous la République islamique comme sous les Pahlavi, les militants ouvriers sont traqués, torturés et parfois condamnés à mort. La classe ouvrière iranienne, qui avait été pourtant motrice de la chute de la monarchie en 1979, est privée de ses droits démocratiques les plus fondamentaux, notamment en ce qui concerne les libertés syndicales et les droits des femmes. La République islamique a également poursuivi la politique de répression des minorités ethniques et linguistiques. Pour autant [sic!], il est impossible d'ignorer que le régime issu de la tentative révolutionnaire de 1979 [re-sic!] est actuellement l'un des

obstacles à l'hégémonie de l'impérialisme occidental en Asie occidentale et centrale. L'Iran est ainsi un des principaux soutiens des mouvements de résistance au Yémen, au Liban et bien sûr en Palestine. »

Comme ils le déclarent juste après, pour eux, « l'internationalisme n'est pas une morale abstraite » ! En effet...

Après l'agression de l'Iran, le PCRF a affirmé son plein et entier soutien à l'« Iran souverain », ainsi qu'à l'ensemble des « mouvements ouvriers » ... pourvu que ceux-ci soient « patriotiques » (« opposition patriotique [sic] à la République islamique »), qu'ils participent pleinement à la « défense nationale », qu'ils ne menacent pas le « développement industriel » du capital iranien et sa place au sein des BRICS :

« Encore faut-il que ces justes aspirations démocratiques du peuple ne servent pas de prétexte grossier à l'ingérence états-unienne visant à briser le positionnement indépendant de Téhéran sur la scène internationale, à couper ce pays de son juste soutien à la cause palestinienne, à empêcher l'Iran

de se doter du nucléaire civil indispensable à son développement industriel [!!!], à s'écarter du mouvement contre-hégémonique des BRICS et à refaire main basse, au profit d'Exxon et de la Standard Oil, sur les hydrocarbures iraniens comme rêve ouvertement de la faire Trump. »

Autant dire : à la condition que ces mouvements « prolétariens » se vident de tout contenu prolétarien, qu'ils se jettent dans les bras de leurs exploiters et qu'ils ne menacent en rien les intérêts du capital !

(Série à suivre)

(1) Voir « le prolétaire » n° 560; janvier-mars 2026 : « LFI : Réactions pacifistes et social-chauvines au militarisme (1) », https://www.pcint.org/03_LP/560/560_05_LFI-militarisme.htm.

(2) Voir « le prolétaire » n° 522; novembre-décembre 2016 / janvier 2017 : « PRC - PCRF - PCRF : Les frères ennemis du national-réformisme », https://www.pcint.org/03_LP/522/522_freres-ennemis.htm.

Le « Sovintern » : une internationale réactionnaire au service de l'impérialisme russe

Du 26 au 29 avril s'est tenu à Moscou le congrès fondateur du « Sovintern » (contraction de « Sovetskiy Internatsional », « internationale soviétique »), qui se présente comme un « réseau international pour le socialisme au 21^e siècle » (1). Cette fausse Internationale communiste regroupe, selon les organisateurs (aucune liste officielle complète n'a encore été publiée), plus de 100 mouvements et partis prétendument communistes, des nostalgiques de l'URSS, des réformistes, des « socialistes nationaux », ainsi qu'une foule de démagogues nationalistes tous plus douteux les uns que les autres. Tous ont pour point commun d'être entièrement acquis à la cause du capitalisme russe – et en, premier lieu le parti socialiste russe initiateur, « Russie Juste », comme nous allons le voir. Cette contrefaçon vulgaire et bourgeoise qu'est le « Sovintern », intégralement chapeautée par le Kremlin, n'est ni plus ni moins qu'un instrument de l'impérialisme russe en recherche de soutiens internationaux, en particulier depuis l'invasion de l'Ukraine.

La session plénière du 27 avril, qui s'est tenue en grande pompe dans la très officielle Maison des syndicats, a

d'ailleurs été ouverte par la lecture d'un message de bienvenue de Poutine lui-même, qui s'est dit convaincu qu'un tel rassemblement de partis « attachés à la justice sociale, au développement souverain et aux valeurs spirituelles et morales traditionnelles » allait permettre de « relever ensemble les défis communs à la stabilité et à la sécurité mondiale et régionale, tout en promouvant le développement économique et social » !

Avant de nous pencher sur ce panier de crabes opportunistes et réactionnaires, qui se sont jetés eux-mêmes dans les filets de l'impérialisme au nom de l'« antifascisme », de défense de la « souveraineté » et de lutte contre l'« hégémonie états-unienne », intéressons-nous au parti russe qui est à l'origine de cette initiative.

**« RUSSIE JUSTE »,
SUCCURSALE DE
« RUSSIE UNIE »**

Le soi-disant « Sovintern » a été impulsé par « Spravedlivaya Rossiya : Patrioti — Za pravdu » (« Russie juste : Patriotes — Pour la vérité »), un parti officiellement social-démocrate de centre-gauche, mais qui est en réalité un

parti conservateur et nationaliste, intégralement dans la main du Kremlin. Il faut noter que « Russie juste » est le résultat d'une fusion, réalisée en 2006, des trois principales variantes du conservatisme russe : le parti nationaliste d'extrême droite « *Rodina* » (« Patrie ») dirigé par l'homme d'affaire et actuel vice-président de la Douma d'État Alexandre Babakov, les « conservateurs sociaux » du « Parti des retraités » d'Igor Zotov, et le « Parti russe de la vie » de Sergueï Mironov, qui se définissait à l'époque comme libéral et nationaliste. C'est Mironov qui est devenu le président de « Russie Juste », et le dirigeant *de facto* du « Sovintern ».

Si la fusion de leurs partis respectifs avait été présentée en 2006 par Mironov et Babakov comme une façon de concurrencer à la Douma le parti de Poutine, « Russie unie », qu'ils désignaient alors comme le parti du « monopole politique » et de la « bureaucratie », il n'en était évidemment rien : « Russie juste » est un pur produit de « Russie unie », dans la longue tradition de l'« opposition contrôlée » qui consiste à créer de toutes pièces des partis prétendument contestataires afin de détourner le mécontentement des masses et de les mener dans des impasses purement légales et démocratiques.

En 2006, Vladislav Sourkov, le principal architecte du pouvoir poutinien et idéologue de « Russie unie » avait informé Mironov au cours d'une de leurs entrevues de la nécessité de créer un grand parti capable d'attirer le vote de la gauche à forte tendance nationaliste. Dans le cadre d'un éventuel système bipartite, « Russie juste » était appelé à devenir la « seconde jambe » de « Russie unie » (2). Si un tel projet de système bipartite à l'américaine ne s'est finalement pas réalisé (« Russie juste » compte actuellement 28 députés à la Douma d'État sur 450, bien derrière le deuxième parti du pays, le Parti Communiste de la fédération de Russie qui en possède 57 et qui est un autre exemple d'« opposition contrôlée »), cela n'a pas empêché Mironov d'occuper pendant près de 10 ans, de 2001 à 2011, la troisième fonction la plus importante au sein de l'État russe, après celle du président et du premier ministre : celle de président du Conseil de la fédération (la chambre haute du parlement russe, l'équivalent du Sénat en France).

« Russie juste » ne se donne même pas la peine de s'afficher comme un parti d'opposition et s'est toujours distingué par son soutien zélé au gouvernement du Kremlin, qu'il a soutenu dans toutes ses offensives antiprolétariennes et réactionnaires : restriction du droit à l'avortement et à l'accès à la contraccep-

tion d'urgence, au nom de la défense des « valeurs familiales traditionnelles », opposition aux libertés sexuelles, attaques contre les prolétaires migrants visant à leur limiter l'accès à la nationalité et au regroupement familial, à encadrer strictement la durée de séjour en fonction des contrats de travail, à leur enlever toute possibilité de changer librement d'employeur, défense du fichage systématique des travailleurs sans-papiers par l'État bourgeois, etc.

Le rôle de vulgaire suppléant du pouvoir de ce parti s'est évidemment renforcé avec le début de l'invasion en Ukraine début 2022, puisque « Russie juste » partage les mêmes buts de guerre que Poutine ainsi que les éléments de langage sur le « régime nazi » de Kiev (comme le fait également le « Sovintern » (3)). En guise d'exemple, Mironov avait publié en 2023 une photo de lui sur les réseaux sociaux en train de brandir une masse qui lui avait été offerte et dédiée par le PCM Wagner (Private Military Company Wagner), du même type que celle que le groupe avait utilisée en Ukraine pour fracasser les têtes de ses déserteurs (4). Cette tendance ultranationaliste du parti s'est notamment accentuée dès 2021, lorsque le parti de Mironov a fusionné avec le parti « Pour la vérité » du propagandiste d'extrême-droite Zakhar Prilepine, qui a été absorbé dans « Russie juste ». Prilepine (qui a pris la parole au sujet de l'« opération spéciale » depuis le Donbass via un message vidéo diffusé lors de la plénière du « Sovintern », et qui a été présenté comme un simple « écrivain engagé ») est un ancien dirigeant du « Parti national-bolchévique », puis de l'« Autre Russie », de l'écrivain Édouard Limonov, qui proposaient un syncrétisme entre stalinisme et nazisme. Le « Parti national-bolchévique » était allé jusqu'à reprendre la symbolique nazie sur son drapeau ainsi que le slogan hitlérien : « La Russie est tout, le reste n'est rien ! »

SOCIALISME CONSERVATEUR, SOCIALISME BOURGEOIS

La prétendue « internationale soviétique » « Sovintern » a débuté ses activités le 26 avril à l'hôtel Zolotoy Kolost, un hôtel de luxe habituellement fréquenté par les gens d'affaire et les politiciens bourgeois, situé juste en face ... du Ministère russe des affaires étrangères ! Si cela était volontaire ou non, c'est ce que nous ne saurons pas, mais cette « coïncidence » tombe à point nommé lorsque l'on sait que Sergueï Narychkine, le chef de l'espionnage extérieur politique russe, le SRV (Service des renseignements extérieurs) avait affirmé en mai 2024 que la Russie devait s'inspirer de l'expé-rien-

ce de l'Internationale communiste (« *Aujourd'hui, alors que la Russie est à l'avant-garde du changement global dans l'ordre mondial, des leçons pratiques très utiles peuvent être tirées de l'expérience de l'Internationale communiste* ») (5). Il est évident que le « Sovintern » cherche à être pour l'État capitaliste russe actuel ce que le Kominintern stalinisé était à l'époque du capitalisme soviétique : un simple instrument d'influence visant à garantir la réalisation de ses objectifs bourgeois dans le jeu entre grandes puissances (ainsi que, on s'en doute, un moyen pour Mironov de garantir et de renforcer sa position dans les sphères du pouvoir poutinien).

Comme nous l'avons dit, la séance plénière a eu lieu le lendemain à la Maison des syndicats. S'y sont retrouvés les partis organisateurs ainsi que les organisations membres de l'initiative. Parmi les partis organisateurs on trouve, pêle-mêle, l'Union des socialistes démocrates (RDC), le Mouvement des socialistes de Serbie, le Parti du Progrès et du Socialisme (Maroc), le parti « Tunisie en avant », le soi-disant Parti des travailleurs de Grande-Bretagne de George Galloway, le Front sandiniste de libération nationale, le prétendu « Parti communiste américain » (l'ACP, une récente scission ultraréactionnaire et chauvine du CPUSA, qui se réclame d'un prétendu « communisme MAGA » en soutien à Donald Trump). Dans la catégorie des membres, on trouve, entre autres, le EVO Pueblo (formé en 2025 par Evo Morales, qui a envoyé un message vidéo), le Vatan Partisi (« Parti patriotique ») de Turquie, le Parti démocratique du peuple (Corée du Sud), la prétendue « Plateforme anti-impérialiste mondiale », le média vénézuélien et sud-américain Telesur, le parti « La Gauche » de Macédoine du Nord, le Parti Communiste du Népal...

Si l'on excepte le message de Poutine (qui a au moins le mérite de ne pas se réclamer de la lutte pour le socialisme), la projection du discours vidéo de Mironov, devant le drapeau national russe, a ouvert ce bal abject de déclarations réformistes et collaborationnistes (6). Ce dernier a fait du « socialisme » une vague lutte pour l'« égalité », en faveur des « droits humains » comme « condition préalable à une démocratie efficace » ! S'appuyant sur le développement capitaliste de l'URSS censé illustrer le « socialisme » réalisé, le socialisme a été présenté comme un moyen de favoriser la croissance et le développement industriel, respectueux du droit à l'accumulation et à la prospérité des différentes nations : « *notre priorité absolue pour*

(Suite en page 12)

Le « Sovintern » : une internationale réactionnaire au service de l'impérialisme russe

(Suite de la page 11)

le nouveau socialisme est une transformation de grande ampleur de l'industrie et de l'économie. [...] Nous, socialistes, avons démontré à de nombreuses reprises notre solidarité envers la communauté internationale (sic!). Nous sommes prêts à travailler ensemble. Nous pouvons protéger les droits sociaux ainsi que les véritables intérêts nationaux (sic!) de nos pays. » On ne saurait, il est vrai, donner une illustration plus saisissante de la doctrine dégénérée de la « coexistence pacifique » de ces faux représentants du socialisme mais vrais héritiers du stalinisme.

Babakov a pris le relais en se référant aux « modèles économiques de la Russie, de la Chine, de l'Inde et de tous les pays des BRICS », présentés comme des « alternatives » au monde capitaliste simplement assimilé au système financier états-unien. Devant l'assemblée des participants, visiblement conquis, il a pu assurer (au nom du « Sovintern », ou en sa qualité de vice-président de la Douma d'État?), son entière solidarité envers le combat bien connu de Poutine et de la bourgeoisie russe pour le « bonheur » du peuple : « *Le président de la Russie affirme que l'objectif de l'économie russe — et je suis certain que vous partagez cet objectif — doit être l'amélioration de la qualité de vie. Nous soutenons notre président lorsqu'il dit que les gens doivent vivre heureux. Et le bonheur, c'est avant tout un cadre de vie confortable. Il ne s'agit pas seulement de disposer de quelques mètres carrés supplémentaires par personne dans un appartement. Le bonheur, c'est aussi pouvoir vivre dans une maison confortable et évoluer dans un environnement agréable.* »

Un représentant d'un des partis co-organisateurs, le Mouvement des socialistes de Serbie, a pu donner à entendre son interprétation « originale » du marxisme : « *Je vous salue également au nom de mon parti, le Mouvement des socialistes de Serbie, un parti marxiste et patriote (sic) qui lutte depuis près de vingt ans pour la justice sociale, la souveraineté nationale et les valeurs traditionnelles (!)* ». Un éclair de lucidité a cependant semblé le

traverser, lorsqu'il a déclaré : « *Le socialisme est aujourd'hui en danger, en grand danger, menacé par de faux socialistes.* »

Les participants au « Sovintern » ont également pu apprendre, de la bouche d'un certain Bogdan Tîrdea, un député bourgeois du Parti socialiste de Moldavie que « *la démocratie et le développement ne sont possibles qu'avec le socialisme, et non pas seulement (sic!) avec le marché, mais aussi (sic!) avec une économie planifiée ; non pas seulement la liberté, mais aussi la justice. Lorsque l'on poursuit non seulement (!) son intérêt personnel [marchand, donc capitaliste, cela va sans dire], mais aussi l'intérêt public. La modernité et les traditions doivent être conciliées* ». Ainsi donc, le socialisme ne désigne pas la phase immature du communisme, qui est déjà le résultat de la destruction totale de l'économie marchande et de l'intérêt économique personnel opposé à l'intérêt de toute la société, mais un simple mélange entre marché *et* plan, entre intérêt économique personnel *et* intérêt public, entre société bourgeoise *et* société communiste ! Et cette même crapule réactionnaire de conclure : « *Et il n'y a pas de socialisme sans famille traditionnelle, un homme et une femme, sans père et mère, sans parents et enfants (!). Il n'y a pas de socialisme sans technologies, et probablement pas de socialisme sans Dieu* » (!!!).

État, nation, démocratie, marché, tradition, religion : tout ce dont le socialisme marxiste représente la négation et la destruction radicales deviennent, dans la bouche des faussaires du « Sovintern », des propriétés du socialisme, des attributs du socialisme ! Dans le *Manifeste communiste*, Marx caractérisait le « socialisme bourgeois » ou « socialisme conservateur » en ces termes : « *les bourgeois socialistes veulent les conditions de vie de la société moderne sans les luttes et dangers qui en résultent forcément. Ils veulent la société actuelle après élimination des éléments de révolution et de dissolution. Ils veulent la bourgeoisie sans le prolétariat. [...] par ce changement des conditions matérielles de vie, ce socialisme n'entend nullement l'abolition des rapports bourgeois de production, laquelle n'est possible que par la voie révolutionnaire, mais des améliorations administratives qui s'accomplissent sur la base de ces rapports de production, ne changent rien au rapport du capital et du salariat [...]. Liberté du commerce ! dans l'intérêt de la classe laborieuse ; tarifs protectionnistes ! dans l'intérêt de la classe laborieuse : voilà le dernier mot du socialisme bourgeois, le seul qu'il pense sérieusement. Le socia-*

lisme de la bourgeoisie consiste précisément à affirmer que les bourgeois sont des bourgeois — dans l'intérêt de la classe laborieuse. » À cette qualification vieille de près de deux siècles de lutte acharnée contre les faux socialistes (à laquelle nous pourrions même ajouter celle de « socialisme réactionnaire »), nous n'avons rien à changer. Ajoutons simplement qu'il leur a été trouvé, à la période impérialiste, un autre nom : *sociaux-chauvins*, partisans de l'unité avec leur propre bourgeoisie nationale, avec leurs propres traditions nationales, contre l'intérêt de classe du prolétariat, en bref, **agents de l'impérialisme**.

Il est inutile de continuer plus avant le récit de cette monstrueuse prostitution de la doctrine du communisme révolutionnaire. Toute cette farce s'est achevée dans la publication de 6 déclarations qui vont toutes dans le sens du soutien aux impérialistes russes, chinois et à leurs alliés, contre l'impérialisme américain et occidental : des déclarations de solidarité avec Maduro, avec les gouvernements iranien, cubain, nord-coréen, une déclaration de soutien à l'agression de l'Ukraine par la Russie ainsi qu'aux buts de guerre de cette dernière, une déclaration contre le colonialisme occidental en Afrique (qui ne dit évidemment rien des récents agissements russes et chinois sur ce continent).

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE DE DEMAIN CONTRE LES TRAITRES ET LES FALSIFICATEURS

La véritable Internationale communiste de demain, le Parti Communiste mondial de demain, que nous sommes sûrs de voir ressurgir dans un avenir plus ou moins proche, s'érigera dans l'affrontement ouvert et déclaré, idéologique comme physique, contre l'impérialisme mondial et tous ses serviteurs, que ces derniers soient des partisans ouverts du capitalisme ou qu'ils cherchent à se dissimuler sous des apparences de partis rouges. L'Internationale communiste à venir ne pourra pas être issue du rassemblement de forces hétéroclites et douteuses, poursuivant leurs propres fins nationales et bourgeoises, et qui chercheraient à se rassembler à partir du principe bourgeois de la discussion libre et démocratique, comme prétendent le faire les partis opportunistes du prétendu « Sovintern ». Elle ne se constituera au contraire qu'à partir du ralliement des fractions les plus avancées, les plus déterminées, les plus ardentes et les plus pures du prolétariat révolutionnaire au Parti Communiste International, qui se rattache au programme

marxiste non falsifié tel qu'il fut maintenu par la Gauche communiste d'Italie contre toutes les déviations et toutes les trahisons de l'opportunisme depuis le siècle dernier.

13/06/2026

(1) <https://sovintern.org/fr/forum>.

(2) « Two-Party Politics, Russian Style », London Review of Books, 13/06/2011, <https://www.lrb.co.uk/blog/2011/july/>.

(3) « On the settlement of the crisis around Ukraine », International Socialist Network Sovintern, <https://sovintern.org/forum/declarations/declaration-6-en.pdf>.

(4) « The Grisly Cult of the Wagner Group's Sledgehammer », The Intercept, 02/02/2023: <https://theintercept.com/2023/02/02/>.

(5) « La Russie doit s'inspirer de l'expérience de l'Internationale communiste pour changer l'ordre mondial », a déclaré Sergueï Narychkin », 16/05/2024 : <https://ehorussia.com/new/node/30938>.

(6) « First International Socialist Forum SOVINTERN – For Socialism in the 21st Century », <https://www.youtube.com/>

El Proletario

Órgano del partido comunista internacional

No 39 / Septiembre de 2026

- Ceuta, militarismo y carrera hacia la guerra
- 1936 – 2026 : a 90 años de las movilizaciones campesinas de Extremadura
- Ni un soldado, ni una bala, ni un euro por Ceuta y Melilla
- Las protestas en Bolivia y la necesidad de la lucha de clase independiente
- La clase proletaria y la guerra capitalista que se libra contra ella. Es la explotación del trabajo asalariado lo que mantiene en pie al capitalismo
- La continuidad teórica y política de nuestra corriente : en 2026, se cumplen 100 años de la defensa por parte de la Izquierda Comunista de Italia de las Tesis de Lyon.
- Desde Gaza hasta el Líbano e Irán, desde Mali hasta la República Democrática del Congo, desde Cachemira hasta Etiopía y Kosovo... : la ley de la guerra permanente es la ley del imperialismo
- Convenio del metal de Valladolid
- Esde el mundo del trabajo... Airbus: una lección.
- Un compañero y amigo nos ha dejado

Precio del ejemplar : Europa : 1,5 €, 3 CHF ; América latina : US \$ 1,5 ; USA y CAN : US \$ 2.

Fièvre xénophobe : en Afrique du Sud aussi, la bourgeoisie attise la division entre prolétaires

(Suite de la page 1)

rait plus d'une dizaine de morts. (2)

Ces attaques anti-immigrées, qui n'ont rien à envier en termes de racisme nauséabond à leurs équivalents nord-américains, européens ou encore latino-américains, doivent faire l'objet des plus vives condamnations par les communistes révolutionnaires, à défaut d'organiser l'auto-défense prolétarienne, qui reste encore une perspective lointaine, tant en Afrique du Sud que dans le reste du monde. Tout en s'inscrivant dans la situation spécifique de l'Afrique du Sud, cette fièvre xénophobe joue la même fonction politique et sociale que les attaques anti-immigrés sur toute la planète : diviser les prolétaires entre nationaux et étrangers pour faciliter l'exploitation bourgeoise ainsi qu'offrir un bouc-émissaire à la petite bourgeoisie prolétarisée et aux couches arriérées du prolétariat dans une situation de crise économique persistante.

UNE XENOPHOBIE ENRACINÉE DANS L'HISTOIRE RÉCENTE DE L'AFRIQUE DU SUD

Les attaques racistes de 2026 ne sont pas apparues tel un coup de tonnerre dans un ciel serein, elles ne sont que la dernière étape d'une longue série de violences, parfois meurtrières, post-apartheid, dont les principaux jalons furent mai 2008 et avril 2015. En mai 2008, des attaques contre les étrangers ensanglantèrent pendant près de deux semaines l'ensemble du pays, à Durban, dans l'est du pays, dans la région du Cap, au sud-ouest, ou encore dans la région du Limpopo, au nord. Au final, près d'une soixantaine d'étrangers perdirent la vie lors de ces violences, surtout concentrées dans les townships, ces ghettos anciennement réservés aux non-blancs et qui continuent dans l'Afrique du Sud démocratique, progressiste et multiraciale post-Mandela, de concentrer les plus miséreux des Sud-Africains noirs et les étrangers, ainsi que dans les provinces rurales. 25 000 étrangers furent également contraints de fuir le pays. (3) C'est à nouveau Durban qui lance en avril 2015 une deuxième séquence d'attaques meurtrières contre des étrangers propriétaires de magasins et de petits commerces. Elles firent quatre morts avant de s'étendre à d'autres villes du pays, comme Johannesburg. À l'époque, le prési-

dent de la République en exercice, l'impopulaire et corrompu Jacob Zuma, membre de l'ANC de Nelson Mandela qui monopolise le pouvoir depuis la fin de l'apartheid en 1993-1994, dénonçait ces attaques comme une « violation des valeurs sud-africaines ». (4) Depuis lors, après avoir démissionné de la présidence en 2018 et quitté l'ANC pour fonder son propre parti politique d'extrême droite, Umkhonto we Sizwe (MK), il figure parmi les principaux agitateurs et incendiaires en faveur des émeutes racistes.

Plus récemment, c'est en 2021-2022 que ce mouvement xénophobe connut un véritable essor, dans le contexte des répercussions de la crise pandémique liée au covid-19. Les Africains étrangers furent accusés par les manifestants d'être responsables des difficultés économiques et, plus largement, de la difficulté de la société à se remettre de la pandémie. Sans avoir jamais été vraiment spontanées, ces attaques étant encouragées par des figures politiques ou tribales locales qui les instrumentalisaient afin de se constituer une popularité à bon marché, les émeutes racistes de 2022 trouvèrent à s'organiser autour d'un groupe nommé Operation Dudula (littéralement, « expulser » en zoulou). Dirigé par un certain Nhlanhla Dlamini, qui s'était fait connaître en défendant un centre commercial contre des suppôts pillards lors des émeutes consécutives à l'emprisonnement pour corruption de l'ex-président Zuma, ce groupe paramilitaire né dans le célèbre township de Soweto, et implanté dans de nombreuses villes du pays, notamment Durban, a donné une forme plus structurée aux attaques racistes.

DERRIÈRE L'APPARENTE SPONTANÉITÉ DES ATTAQUES RACISTES, DES GROUPES D'INTERETS PRÉCIS ET IDENTIFIÉS

La presse décrit le groupe Operation Dudula comme un « mouvement urbain » très lié à l'ancien maire de Johannesburg entre 2016 et 2019, Herman Mashaba (5). Ce millionnaire, qui a fait fortune dans les produits capillaires, fut longtemps membre de l'Alliance démocratique, principal représentant de l'opposition de droite modérée aux gouver-

(Suite en page 14)

Fièvre xénophobe : en Afrique du Sud aussi, la bourgeoisie attise la division entre prolétaires

(Suite de la page 13)

nements dirigés par l'ANC, avant de fonder son propre parti politique, ActionSA, sur une ligne populiste et anti-immigration. En tant que maire de Johannesburg, il avait promis de « nettoyer » la ville de ses migrants illégaux. De nouveau candidat aux élections municipales de novembre 2026, il ne fait nul doute que son soutien politique et financier à Operation Dudula s'inscrit dans une stratégie consistant à instrumentaliser les attaques racistes pour en faire un argument de campagne.

Il faut toutefois noter qu'Operation Dudula, qui a connu son heure de gloire en 2022, est désormais en déclin. Si ses membres se faisaient encore remarquer en 2025 en bloquant aux étrangers l'accès aux hôpitaux et aux écoles, dans le but explicite de les « chasser des services publics », ils se sont vus progressivement remplacer dans les manifestations et les attaques par un nouveau groupe dénommé March and March. Ce dernier a été fondé en mars 2025 par une ancienne présentatrice radio de la province du Kwazulu-Natal, dont la principale ville est Durban, qui s'est faite connaître par une rhétorique xénophobe dénonçant la prétendue « invasion du pays » par des hordes d'étrangers venus du Nigeria, d'Éthiopie ou encore de Somalie. Suivie par près de 900 000 abonnés sur les réseaux sociaux, elle a depuis orienté son mouvement vers des opérations de contrôle à l'entrée des cliniques pour refouler les patients étrangers, ou des rassemblements devant les écoles pour protester contre la scolarisation d'enfants d'étrangers. Comme pour Operation Dudula, ce soi-disant mouvement de la société civile bénéficie du soutien politique et financier d'une partie de la classe politique sud-africaine, et en particulier de l'ancien président Jacob Zuma, dont le parti Umkhonto we Sizwe, cherche lui aussi à capitaliser sur un discours raciste et anti-immigrés pour arriver en position de force avant les élections municipales de novembre, qui permettrait au mouvement d'obtenir une série de bastions locaux. Mais la concurrence sera rude sur le terrain de l'anti-immigration, de nombreux autres partis comme ActionSA, le parti d'extrême droite Alliance patriotique, dont le dirigeant Gayton McKenzie est par ailleurs ministre de la Culture du gouvernement d'union nationale de Cyril

Rampahosa, ou encore le Parti Inkatha de la liberté, conservateur à dominante zoulou, qui a longtemps servi de supplétif au pouvoir blanc pour réprimer les militants anti-apartheid dans les townships, ayant choisi de faire de la haine anti-étrangers le moteur de leur campagne. (6)

Mais au-delà de cette clique d'opportunistes, prêts à encourager le racisme primaire d'une petite bourgeoisie en voie de prolétarisation et des couches les plus arriérées du prolétariat dans l'espoir de conquérir quelques municipalités, c'est surtout la bourgeoisie sud-africaine dans son ensemble qui a intérêt à entretenir la division entre prolétaires nationaux et prolétaires étrangers dans un climat de crise économique durable.

LE RACISME ANTI-AFRICAINS, UNE NECESSITE POUR LA BOURGEOISIE ... AFRICAINE

De quoi accuse-t-on précisément les étrangers en Afrique du Sud ? Les arguments donnés par les émeutiers pour justifier leur haine rance n'auront pas de quoi surprendre, tant les rhétoriques sont similaires partout sur la planète. On les accuse ainsi d'être responsables du taux de chômage élevé, qui atteint plus de 32 %, de l'explosion des trafics de drogue et de la criminalité, des violences faites aux femmes ou encore des intoxications alimentaires d'enfants (!) dans les petits commerces des townships. Ils sont également accusés de trop bénéficier des services publics, comme la santé et l'éducation, au détriment des nationaux. Le racisme est bel et bien une plante de tous les climats.

Bien évidemment, il est impossible d'établir la moindre corrélation entre la présence d'étrangers sur le sol sud-africain et les différents symptômes de la crise capitaliste que subit le pays. Avec seulement 3 millions d'étrangers, soit environ 5 % de la population, majoritairement originaires des pays voisins d'Afrique australe, l'Afrique du Sud est bien loin de la subversion migratoire tant fantasmée. (7) Non, c'est ailleurs qu'il faut chercher les causes de la crise persistante dans laquelle est plongée le pays. Contrairement aux promesses, la nation arc-en-ciel post-apartheid, dont les principaux symboles ont été les figures adulées mondialement de Nelson Mandela et Desmond Tutu, s'est révé-

lée particulièrement terrible pour les prolétaires noirs qui ont basculé de l'apartheid légal à l'apartheid réel. L'Afrique du Sud est aujourd'hui l'un des pays les plus inégalitaires au monde et si une poignée de bourgeois africains ont profité de la fin des discriminations légales pour se bâtir de véritables fortunes, comme l'actuel président du pays et ancien bureaucrate syndical, Cyril Ramaphosa, détenteur d'une fortune de 450 millions de dollars après avoir été à la tête d'un fonds d'investissement, la grande majorité de la population noire continue de vivre dans des conditions misérables dans les mêmes townships où elle était parquée à l'époque de l'apartheid. Quelques indicateurs, aussi biaisés soient-ils, permettent de se faire une idée de la situation sociale en Afrique du Sud. L'indice de Gini, qui mesure le niveau d'inégalité d'un pays, était de 63 en 2023, ce qui classe le pays parmi les pays à très fortes inégalités. Alors que l'Afrique du Sud est le 33^e pays le plus riche, avec un PIB (en parité pouvoir d'achat) de 1 071 milliards de dollars en 2026, elle n'est plus qu'à la 107^e place en termes de PIB par habitant avec 7503 dollars en 2026. Enfin, plus de la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté. (8)

En l'absence d'une organisation révolutionnaire dans le pays, expression de la conscience de classe du prolétariat, qui dirigerait la colère des masses paupérisées du pays vers le véritable responsable, le capitalisme, la bourgeoisie sud-africaine est en mesure de détourner la colère vers un bouc-émissaire tout trouvé : l'étranger. Comme nous l'écrivions déjà en 2024, à l'occasion d'émeutes racistes au Royaume-Uni, « *Comment comprendre cette politique de la part de la bourgeoisie [...] ? En réalité, celle-ci répond à une double fonction : d'un côté, elle permet de diviser le prolétariat entre une fraction qui est l'objet d'une exploitation et d'une répression forcées et une autre, « autochtone », qui apparaît comparativement comme « relativement » préservée, favorisant la collaboration de classe. La bourgeoisie [...] est en effet bien consciente que le principal danger à sa domination est la cohésion du prolétariat et cherche donc à faire tout ce qui est possible pour la miner.* »

Le deuxième intérêt de cette politique raciste est qu'elle permet à la bourgeoisie [...] de surexploiter la main d'œuvre immigrée dont elle a besoin dans une série de métiers mal rémunérés, dans l'agriculture, le bâtiment, l'industrie textile, la confection, les activités de service et de nettoyage, le personnel de maison, etc. Ayant face à eux un prolétariat dépourvu de protections

élémentaires, sous la menace de l'épée de Damoclès de l'expulsion du territoire national, les patrons sont ainsi en mesure de faire subir une exploitation toujours plus féroce à cette fraction du prolétariat. » (9)

Concernant le premier point, il est particulièrement évident en Afrique du Sud. Certes, la grande majorité des émeutiers sont essentiellement des petits-bourgeois paupérisés, propriétaires de petits commerces dans les townships et qui voient d'un mauvais œil la concurrence d'étrangers pour qui la fondation de petits magasins, de restaurants ou la vente ambulante constituent souvent la principale source de revenus. C'est ce que prouvent les nombreuses attaques contre les petits commerces détenus par les étrangers qui, toutes choses égales par ailleurs, ressemblent aux attaques des petits boutiquiers nazis contre les commerçants juifs dans les années 1930. Il n'en demeure pas moins que le racisme anti-Africains est particulièrement répandu dans le pays – 8 Sud-africains sur 10 estimerait que les immigrés ont un impact négatif sur l'économie d'après une enquête du réseau panafricain Afrobarometer (10) – et que de nombreux jeunes chômeurs militent dans les rangs de ces groupes racistes. Il est du plus grand intérêt pour la bourgeoisie que ces chômeurs attribuent la responsabilité de leur situation aux étrangers plutôt qu'aux véritables responsables.

Quant à la seconde fonction du racisme – permettre la surexploitation d'une main d'œuvre immigrée – cela n'étonnera pas grand monde d'apprendre qu'elle est particulièrement prononcée en Afrique du Sud, en particulier dans le secteur agricole et viticole. Comme dans de nombreux autres régions du monde, notamment dans l'Espagne andalouse, les immenses fermes horticoles recrutent essentiellement comme ouvriers agricoles des étrangers sans papiers. Cela permet aux propriétaires de recourir au chantage de la dénonciation aux autorités pour obtenir de ces ouvriers précarisés un travail intensif à des salaires bien plus faibles que ceux dont bénéficient les nationaux. Outre les agrumes et les vignobles, c'est la culture de la canne à sucre, particulièrement implantée dans la région du KwaZulu Natal et dans les vallées au sud de Durban, qui emploie le plus grand nombre d'ouvriers agricoles étrangers, venus notamment du Lesotho, un petit royaume enclavé en Afrique du Sud. Comme l'explique un syndicaliste ouvrier agricole, les employeurs « tirent profit des ressortissants étrangers », ceux-ci étant moins coûteux, plus flexibles et moins susceptibles d'exiger des contrats de travail ou des protections juridiques. En

outre, ils travaillent tous les jours de la semaine, sautent les pauses déjeuner et sont rémunérés en-dessous du salaire minimum national. Si les syndicats d'ouvriers agricoles n'hésitent pas, en raison de leur propension au chauvinisme, au corporatisme et à la collaboration des classes, à dénoncer les ouvriers étrangers et à reprendre une partie de la rhétorique des groupuscules racistes, ils soulignent ici une des facettes de l'exploitation capitaliste. Le patronat agricole, organisé dans la SAFDA, revendique ainsi depuis longtemps le recours à une main d'œuvre étrangère saisonnière, que l'on ferait venir lorsque la demande de travail est élevée, avant de les expulser sans ménagement une fois la saison agricole terminée. (11)

Toutefois, bien loin d'appeler à l'union entre prolétaires nationaux et immigrés, les syndicats – qu'ils soient d'ouvriers agricoles ou d'ouvriers d'industrie – entretiennent cette division entre prolétaires et répandent les illusions d'après lesquelles l'État et les employeurs pourraient remédier au chômage en employant d'abord les locaux, ce qu'on appelle le « *locals first* », et qui est mieux connue en France sous le nom de « préférence nationale ». Si l'État a certes mis en place quelques mesures pour favoriser l'emploi local, notamment l'accélération de la délivrance de visas de travail pour les entreprises remplissant des critères tels que « *l'emploi majoritaire de Sud Africains, l'investissement dans le développement des compétences et l'activité dans des secteurs prioritaires* », il est tout aussi conscient que le reste de la bourgeoisie sud-africaine que le capital se nourrit de la sur-exploitation et de la division des travailleurs, et a donc besoin d'une main d'œuvre immigrée corvéable à merci. (12) C'est pour cette raison que, contrairement aux propos de Ramaphosa dénonçant les violences racistes, l'État sud-africain a profité du climat raciste ambiant pour accélérer les attaques contre les travailleurs immigrés. Alors que la police laissait tranquillement les marches et les violences racistes se dérouler, elle n'a pas hésité à multiplier les intimidations contre les étrangers. L'État a par ailleurs annoncé un « *renforcement* » du contrôle aux frontières – une annonce qui tient plus de la démagogie que de la réalité, tant les frontières bourgeoises sont sans doute l'objet du contrôle le plus intense qu'il soit possible d'exercer – et la mise en place de tribunaux d'exception pour accélérer l'expulsion des migrants. Il a également annoncé des sanctions pour les employeurs qui recruteraient des migrants illégaux. (13) En raison de l'importance de ces travailleurs pour le secteur agricole, ga-

geons que ces mesures ne seront pas appliquées mais qu'elles seront instrumentalisées par les employeurs pour renforcer encore davantage le climat de terreur qu'ils font peser sur leurs travailleurs non régularisés.

UNE SEULE REPONSE AUX ATTAQUES RACISTES : UNITE DU PROLETARIAT ET AUTO- DEFENSE OUVRIERE CONTRE LA VIOLENCE DES GROUPUSCULES FASCISTES ET DE LA POLICE

Si bien peu de forces politiques ont eu l'audace de s'opposer à la fièvre xénophobe dans le pays, les prolétaires sud-africains d'avant-garde et les prolétaires immigrés doivent également se garder des quelques faux amis qui ont dénoncé ces attaques. Le principal de ces faux amis est le parti d'extrême gauche Economic Freedom Fighters (EFF), mené par le controversé Julius Malema. Ancien membre de l'organisation de jeunesse de l'ANC, qu'il critique pour avoir trahi ses orientations initiales, celui-ci se présente comme le défenseur des masses noires contre le capital blanc et ses serviteurs noirs. En réalité, derrière la rhétorique incendiaire se cache le vieil opportunisme interclassiste pour qui la lutte entre prolétaires et capitalistes est une contradiction secondaire par rapport à d'autres luttes, ici la lutte des races opposant blancs et noirs. S'il est bien vrai que la fin de l'apartheid n'a pas mis un terme à la monopolisation des richesses par la bourgeoisie blanche qui continue, aujourd'hui encore, malgré les promesses de réforme agraire et de répartition des richesses, de posséder plusieurs dizaines de millions d'hectares de terres et près de 90 % des grandes et moyennes entreprises du pays, Malema n'en nie pas moins l'ampleur de la constitution d'un capital noir. Loin d'être une simple sous-bourgeoisie soumise au capital blanc, et qui constituerait dès lors un adversaire secondaire pour le prolétariat, une bourgeoisie noire, petite par les effectifs mais immensément riche et influente s'est constituée dans l'Afrique du Sud post-apartheid, souvent issue des rangs de l'ANC, comme en témoigne l'exemple éloquent de l'actuel président du pays, ancien cadres des syndicats et de l'ANC devenu millionnaire. De ce refus de voir dans le capital noir autre chose qu'une poignée de traîtres soumis aux intérêts du « grand capital blanc » découle logiquement un pseudo anti-impérialiste soutenant la Russie et la Chine face aux puissances occidentales ainsi qu'un appel à l'union entre

(Suite en page 16)

Fièvre xénophobe en Afrique du Sud ...

(Suite de la page 15)

tous les partis d'opposition à l'ANC, y compris l'Alliance démocratique, parti de la bourgeoisie afrikaner et héritier du Parti national à l'origine de la politique d'apartheid. La démagogie anti-raciste de l'EFF ne saurait donc en aucun cas tromper le prolétariat révolutionnaire qui, lorsqu'il en aura la force, réglera son compte à cette organisation comme à toutes les autres.

Face à toutes ces impasses, il n'existe qu'une seule solution pour le prolétariat. Les révolutionnaires ont toujours insisté sur la nécessaire solidarité entre ouvriers, indépendamment de leur genre, de leur nationalité ou de leur catégorie. Face au *divide et impera* de la bourgeoisie, la seule réponse du prolétariat consiste dans sa **solidarité de classe** et dans l'unité autour de revendications communes qui opposent tous les prolétaires, étrangers comme nationaux, aux capitalistes, qu'elles concernent les salaires ou les conditions de travail. Mais pour que cette solidarité ne soit pas un vain mot, elle implique que les prolétaires nationaux manifestent par des actions concrètes leur soutien à leurs frères, qu'ils reconnaissent en eux la fraction la plus exploitée du prolétariat, et qu'ils rompent avec leur orgueil national. Quant aux prolétaires immigrés qui sont contraints aujourd'hui de faire le dos rond, paralysés qu'ils sont par la peur des attaques racistes et le retour brutal dans leur pays où ne les attend qu'une misère encore plus terrible, leur auto-défense est tributaire de cette capacité du prolétariat sud-africain de rompre les liens qui l'attachent aux intérêts de sa bourgeoisie et d'organiser la solidarité avec leurs frères immigrés. Leur défense, sans cette unité et solidarité entre les deux prolétariats, immigrés et nationaux, est une chimère. Bien que cette défense paraisse bien lointaine tant que les conditions d'une réelle lutte classiste ne sont pas réunies, notamment cette rupture d'avec les intérêts nationaux, c'est une condition sine qua non pour son développement. La présence et l'influence d'un parti réellement communiste, internationaliste et mondial – que nous nous efforçons de construire – est aussi une condition incontournable pour porter la lutte des prolétaires en Afrique du Sud et australe au-delà de la lutte pour la défense des conditions de vie immédiate, matérielle et sociale, vers la révolution et la destruction des anciens Etats capita-

listes et nationaux.

L'absence de cette organisation révolutionnaire, et même d'une tradition politique à laquelle une avant-garde pourrait se rallier, dans un pays dont le parti faussement « communiste » naquit dès le départ sur des orientations racistes avant d'être stalinisé, ne fait que rappeler à quel point le chemin pour une reprise des luttes sera long et difficile. Toutefois dans ce chemin, le prolétariat sud-africain pourra – et devra nécessairement – s'appuyer sur sa tradition de luttes violentes et spontanées contre l'apartheid, comme celles du township de Soweto dans les années 1970 ; et il devra alors s'orienter – quels que soient les nombreux obstacles – vers son véritable ennemi : le capitalisme. C'est seulement sous la direction de son **parti de classe internationaliste et international** que le prolétariat sud-africain parviendra à se réapproprier les leçons de ses luttes passées et à construire son **unité** révolutionnaire dans la lutte contre le capital, quelle que soit la couleur de ses billets, préalable à son renversement par la révolution communiste.

08/08/2026

(1) « « Les discours sont les mêmes, mais plus sophistiqués » : l'Afrique du Sud, théâtre d'une résurgence des mouvements xénophobes », *Libération*, 8 mai 2026 :

(2) « Afrique du Sud: plus de 53 000 étrangers rapatriés ou expulsés en quelques semaines », *RFI*, 13 juillet 2026 ; « Violences xénophobes en Afrique du Sud: Ramaphosa dénonce des groupes cherchant à «déstabiliser le pays» », *RFI*, 7 juillet 2026 : <https://www.rfi.fr/fr/afrique/> ; « En Afrique du Sud, après l'exil massif de migrants, la pénurie de

main-d'œuvre », *France 24*, 7 août 2026 :

(3) « La xénophobie meurtrière s'étend en Afrique du Sud », *Le Monde*, 24 mai 2008 : <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2008/05/24/>

(4) « Des violences xénophobes inquiètent l'Afrique du Sud », *Le Monde*, 17 avril 2015 : <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/04/17/>

(5) « Afrique du Sud: quelles sont les organisations derrière les manifestations anti-migrants? », *RFI*, 1^{er} juillet 2026 : <https://www.rfi.fr/fr/afrique/>. Les informations qui suivent sont issues de cet article.

(6) « Jacinta Ngobese-Zuma, figure de proue des manifestations xénophobes en Afrique du Sud », *Le Monde*, 5 juin 2026 : <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2026/06/05/>

(7) Voir les statistiques officielles de l'émigration : <https://www.statssa.gov.za/>

(8) Données disponibles sur : <https://data.imf.org/en/>

(9) « Émeutes d'extrême droite au Royaume-Uni : seul le prolétariat, en luttant unitairement contre sa propre bourgeoisie, pourra écraser la racaille raciste ! », *Le Prolétaire*, n° 554, Août-Sept.-Oct. 2024

(10) « What is behind South Africa's anti-immigrant protests? », *Reuters*, 26 juin 2026 : <https://www.reuters.com/world/>

(11) « En Afrique du Sud, après l'exil massif de migrants, la pénurie de main-d'œuvre », *France 24*, 7 août 2026 : <https://www.france24.com/fr/info-en-continu/>

(12) *ibid.*

(13) « Violences xénophobes en Afrique du Sud: Ramaphosa dénonce des groupes cherchant à «déstabiliser le pays» », *RFI*, 7 juillet 2026 : <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20260607>

Séismes au Venezuela : Ce n'est pas la fatalité qu'il faut blâmer, mais le capitalisme et l'État bourgeois

Dans l'après-midi du mercredi 25 juin, à 18 h 04, deux tremblements de terre, à moins d'une minute d'intervalle, ont secoué la région centre-nord du Venezuela. Leur épïcéntré se situait dans la localité de Morón, à 168 kilomètres à l'ouest de Caracas ; cette ville, ainsi que La Guaira, ont été les zones les plus touchées par les dégâts et les destructions dans tout le Venezuela. Au

moment où nous écrivons ces lignes, le bilan des séismes s'élève à plus de 1900 morts, un chiffre qui, bien évidemment, ne cesse d'augmenter avec le temps et dont le nombre réel sera probablement de plusieurs dizaines de milliers de victimes: selon l'ONU, on dénombre 50 000 disparus. .

De son côté, la NASA, d'après ses observations satellitaires, a estimé que

plus de 50 000 bâtiments auraient été détruits ou gravement endommagés.

En 2019, une géographe vénézuélienne, Virginia Jiménez Díaz, avait averti dans une interview accordée au journal espagnol *El País* (1) que cette ville [La Guaira, ndlr] se trouvait dans la même situation de risque qu'il y a deux décennies (2) : « *Nous construisons les catastrophes chaque jour* » (3) (...) « *Cela s'explique par la faiblesse des institutions* [lire : corruption]. (...) « *La construction de la vulnérabilité est étroitement liée à l'inefficacité de l'État* [lire : encore une fois, corruption et incompétence] ». Sous le capitalisme, toutes les tragédies annoncent leur survenue bien avant qu'elles ne se produisent.

Après le tremblement de terre de Caracas en 1967, des normes de construction antisismiques plus strictes ont été mises en place, mais elles n'étaient pas respectées, car elles augmentent les coûts de construction de ces structures de plus en plus hautes et complexes. De plus, après le glissement de terrain de 1999, de nombreux logements sociaux, destinés essentiellement à la population prolétarienne, ont été construits ; Ils étaient de mauvaise qualité et bâtis sur des terrains instables, y compris sur ceux qui avaient été dévastés par les pluies torrentielles de cette époque.

Ces abus se traduisent aujourd'hui par des centaines de milliers de victimes : blessés, morts, personnes à la rue et sans endroit où se reposer en paix. Il s'agissait de logements construits de manière criminellement négligente et mal conçus, pour réduire les coûts de production tant des entreprises privées que des organismes publics ! Ce sont des crimes commis sous le régime des lois capitalistes, sous le joug de l'orthodoxie et de la logique de l'argent !

Après la catastrophe, les organismes de l'État chargés de gérer ce type de tragédies se sont révélés désespérément insuffisants ; dans de nombreux endroits, les habitants, au pied des immeubles effondrés, attendaient cruellement l'arrivée des engins et du personnel nécessaires pour commencer à creuser et tenter de sauver le plus grand nombre de personnes coincées sous les décombres, d'où l'on entendait parfois des voix appeler à l'aide. En de nombreux endroits, les habitants ont tenté l'impossible, mais sans moyens adéquats... effectuant à mains nues ce qui nécessitait en réalité des moyens techniques et des engins adaptés à ce genre de situation. D'autres se sont mis à piller des pharmacies et divers commerces pour pallier une situation qui devenait terriblement chaotique à mesure

que le temps passait et que les autorités, qui ne donnaient aucun signe de vie, ne se rendaient pas dans les zones sinistrées.

Incapable de venir en aide aux victimes qui exprimaient des besoins urgents, le gouvernement a décidé de « militariser » la région de La Guaira, ainsi que d'autres endroits. Les policiers et les militaires se contentaient de surveiller de près ceux qui auraient pu profiter des effondrements pour voler les biens des défunts, sans jamais prendre une pioche ni une pelle pour aider les survivants à rechercher leurs proches disparus, ensevelis sous les décombres : une preuve supplémentaire que l'État bourgeois, même « bolivarien », qui maintient les prolétaires dans une situation de survie précaire, et dont la politique a provoqué la fuite massive de plus de sept millions de Vénézuéliens, parmi lesquels des prolétaires et des classes moyennes inférieures, des artisans, des petits entrepreneurs, etc., alors même qu'il se vend sans vergogne aux intérêts américains (4), est bien plus motivé par la défense de l'ordre capitaliste que par la vie de la population !

Au cours de près de trois décennies de gouvernement chaviste, au-delà des apparences et de la propagande dont l'ont gratifié de nombreux intellectuels de gauche réputés, ainsi que des gouvernements comme celui de la Chine, qui lui a prêté des sommes colossales, celui-ci n'a jamais mis en place de véritables projets ni de véritables initiatives de défense contre les catastrophes dites naturelles ; au contraire, il a permis, par exemple, de violentes expéditions vers le nord de l'Amazonie, en recourant à des moyens techniques de pointe pour extraire toutes sortes de minerais, notamment le coltan, l'or, les terres rares, le fer et la bauxite ; blessant au plus profond une nature vierge qui aurait pu être exploitée sans créer de déséquilibres majeurs entre l'homme et la nature, entre la société et l'environnement, à la différence de ce qui se passe aujourd'hui...

Après des inondations catastrophiques en Espagne, nous écrivions : « *La classe prolétarienne subit le joug du monde bourgeois, tant lors des catastrophes que dans la vie quotidienne, tant lors des crues que sur le lieu de travail, où elle fait des milliers et des milliers de morts chaque année pour faire avancer la production. Mais pour cette même raison, parce qu'elle est au cœur du monde capitaliste, parce qu'elle détient entre ses mains la production de toute la richesse sociale, parce qu'elle constitue la majeure partie de la population dans tous les pays, elle peut se débarrasser de la*

classe bourgeoise et anéantir son monde, ouvrant ainsi la voie à un avenir où la véritable abondance, le véritable équilibre de l'être humain en tant qu'être naturel avec son milieu, s'instaurera enfin. C'est là, sans aucun doute, l'avenir, c'est là la véritable force (aujourd'hui potentielle, demain réelle) de la classe prolétarienne. Mais pour atteindre cet avenir, pour montrer sa véritable force, elle doit revenir sur le terrain de la lutte des classes, elle doit lutter contre les classes ennemies, tant pour la défense de ses intérêts immédiats, liés à la survie la plus élémentaire, que dans la confrontation politique générale contre la domination politique et sociale de la bourgeoisie. » (5)

Demain, les prolétaires révolutionnaires vengeront toutes leurs victimes en renversant l'État bourgeois et en instaurant leur pouvoir dictatorial pour éradiquer le capitalisme meurtrier !

3/07/2026

(1) <https://elpais.com/chile/2026-06-26/por-que-se-han-derrumbado-tantos-edificios-en-el-terremoto-de-venezuela-el-duro-aprendizaje-de-chile.html>

(2) Il y a deux décennies s'est produit une coulée de boue qui a pris l'ampleur d'une immense inondation : un mélange d'eau et de boue s'est déversé depuis les sommets des montagnes entourant la ville portuaire, après deux semaines de pluies ininterrompues, ensevelissant des milliers d'habitations et leurs occupants. Une tragédie inhabituelle et inédite survenue à La Guaira en 1999.

(3) Il s'agit de la construction anarchique de favelas et de bidonvilles à la manière de Rio de Janeiro, ce qui implique toutes sortes d'improvisations, d'ignorance et de mépris pour l'ingénierie, etc.

(4) Trump a déclaré le 25 juin sur son réseau social Truth Social que les États-Unis allaient aider leurs « nouveaux grands amis », tout en bloquant la nouvelle tentative d'entrée au Venezuela de Maria Corina Machado, prix Nobel de la paix et figure traditionnelle pro-américaine de l'opposition vénézuélienne, qui n'est apparemment plus une « grande amie » comme l'est le gouvernement bolivarien de Dele Rodríguez : celui-ci donne en effet aux États-Unis ce qu'ils veulent, tout en maintenant l'ordre bourgeois...

(5) « Le capitalisme est le seul responsable des inondations catastrophiques dans le Levant », pcint.org, 30/10/2024

G7 à Evian. Contre l'impérialisme et ses guerres : retour aux méthodes et aux orientations de la lutte de classe

(Tract diffusé à la manifestation anti-G7 à Genève, le 14/06/2026)

Le G7, groupe restreint des pays libéraux-démocratiques les plus industrialisés de la planète, créé en 1975 pour reprendre le dessus sur les puissances pétrolières, tient cette année son sommet à Évian. Comme à sa création, il se tient aujourd'hui dans le même type de contexte de guerre pour la mainmise sur les matières premières, à la notable différence que les conflits et rapports de force ne s'expriment plus seulement par la guerre commerciale, mais par la guerre militaire systématisée ; elle ne concerne aussi plus seulement le pétrole, mais bien d'autres matières premières, dont les terres rares, tout aussi stratégiques pour la domination même des puissances impérialistes.

Avec ses différentes rencontres internationales, le capitalisme veut donner l'illusion de pouvoir contrôler les forces économiques gigantesques qu'il engendre et résoudre dans la paix négociée les conflits guerriers qu'il provoque. Les crises et les guerres qui jalonnent son histoire révèlent le contraire. Ainsi, la crise de 2008, événement constitutif du G20, a eu pour résultat de faire chuter brutalement l'économie mondiale. Pour sauver leur peau, les États – quand ils n'avaient soi-disant pas un centime à lâcher pour les prolétaires – n'ont pas eu d'autre choix que d'injecter des milliers de milliards de dollars dans leurs économies et ainsi créer des conditions de compétition encore plus exacerbées et porteuses d'explosions politiques, économiques et surtout militaires, potentiellement encore plus fortes. Dans ces moments de panique, les discours sur le libéralisme s'envolent à la même vitesse que les indices boursiers chutent massivement. Ne nous trompons pas : il n'y a ni néo- ou hyperlibéralisme, ni post-industrialisme ou post-capitalisme, ni tout autre gadget intellectuel produit par les académies savantes ou les prix Nobel de l'économie. Quelle que soit l'étiquette qui lui est affublée par les savants et sur tous les continents, règne tyranniquement le capitalisme arrivé à son stade ultime : l'impérialisme (Lénine).

La société bourgeoise, fondée sur la production de marchandises, ne peut survivre qu'en créant une quantité toujours plus grande de produits, qui se transforment en une masse toujours plus énorme de capitaux mais qui peinent alors à trouver acheteur. Sous cette concurrence accrue, les conditions des échanges atteignent un paroxysme qui pousse inexorablement chaque entrepri-

se, chaque nation, à saigner encore plus durement la classe des prolétaires dans le but de lui extorquer davantage de plus-value.

Le capitalisme, drapé de multiples voiles interchangeable – démocratique, théocratique ou autocratique –, est une menace pour l'humanité, même tout entière. Certes, il est né comme force progressiste pour abattre les anciens régimes et privilèges féodaux qui réfrénaient son développement, mais, depuis longtemps, il n'est plus qu'une force contre-révolutionnaire chargée d'une mission absolue : celle de sa conservation par tous les moyens et contre le prolétariat.

Pour soi-disant réduire les « déséquilibres mondiaux » et créer « un espace de dialogue entre grandes puissances », il s'est doté de toutes sortes d'organes de « coordination », dont le G7 est l'un des plus représentatifs. Après l'exclusion de la Russie (toujours membre du G20), il rassemble désormais la petite poignée d'États bourgeois démocratiques dans un conflit de partage du monde entre les États-Unis, la Chine et la Russie. Que ce soit au G7, aux nouveaux venus des Brics, de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), de la Communauté économique de l'ASEAN (AEC) ou autres, le discours est toujours le même : réunir les intérêts pour mieux réguler les appétits des uns et des autres pays ou groupes de pays. Mais peut-on faire cohabiter des loups, des renards, des hyènes ou des chacals lorsque le gigot devient trop petit ?

Pour le président français Macron, le G7 est une institution en capacité d'agir pour ramener le calme dans un monde où : « *De profonds déséquilibres menacent la stabilité de l'économie mondiale : concurrence prédatrice, capacités industrielles excessives, sous-investissement, surendettement et dérégulation, recul de la solidarité internationale, faiblesse des investissements privés dans les pays en développement, etc. Ils ont pour conséquence de fortes tensions commerciales mais aussi géopolitiques. L'économie internationale n'est plus un terrain de coopération ni même celui d'une concurrence féroce : elle est devenue un espace de confrontation où s'expriment, par le rapport de force et la contrainte, les ambitions de puissance et de domination. Ces déséquilibres ont un impact direct sur la capacité de l'ensemble des pays à croître et à se développer* » (1).

La bourgeoisie ne peut plus cacher au prolétariat la réalité de la crise capi-

taliste qui dévore son niveau de vie et qui le plonge dans l'insécurité économique et sociale permanente. Mais devant ce constat évident pour tout prolétaire, elle tire l'épais rideau de fumée des illusions sur la construction d'un dialogue entre puissants pour atténuer les conflits et guerres et revenir à une situation « équilibrée » où tout le monde discute de manière affable avec tout le monde, dans l'intérêt de tous. Elle agit le retour au « droit international », mis en léthargie par les impérialismes dominants eux-mêmes, dont les États-Unis principalement, comme solution à tous les maux. Mais elle oublie de dire que le « droit international » n'acquiert une existence que lorsque l'histoire fige les rapports de force des uns et des autres et établit – toujours par la guerre – un partage du monde stabilisé pour un certain temps. Or aujourd'hui, le partage d'autrefois, celui de Yalta, est en loques depuis longtemps et les concurrents impérialistes du capitalisme se retrouvent sur le terrain de la guerre militaire pour reconquérir, ne pas perdre ou élargir leur part du marché. La guerre pour le partage du monde est de retour et le « droit international » attendra son tour quand les vainqueurs seront désignés.

Dans cette perspective, les tensions se concentrent dans les régions où les intérêts des uns et des autres s'opposent intensément. Elles se manifestent par des affrontements où les populations civiles sont bombardées, terrorisées, exterminées et où les prolétaires servent de chair à canon pour défendre les buts de leurs bourgeoisies nationales : guerre russo-ukrainienne, guerres au Moyen-Orient impliquant Israël, les États-Unis, la Palestine, le Liban et l'Iran, guerre au Soudan et en RDC, sans parler des conflits meurtriers où s'affrontent indirectement, par des armées ou des milices interposées, les forces impérialistes antagoniques.

Aujourd'hui, dans la cacophonie des discours sur la paix, sur les valeurs de la démocratie et des droits humains, mêlés à ceux des théoriciens de la convergence des luttes des minorités multi-classes, il est important de redonner le cadre des principes qui doivent guider le prolétariat pour son émancipation historique vers la société communiste. Le prolétariat doit revenir à sa lutte de classe et à son organisation indépendante des forces stérilisantes de l'opportunisme et du réformisme. Le prolétariat doit retrouver sa confiance dans sa propre force de classe !

Contre le cheminement barbare vers une nouvelle guerre mondiale pour définir un nouvel ordre impérialiste, il n'y a en effet pas de régulations diplomatiques possibles, il n'y a pas de voie pacifique alternative.

La seule issue pour transformer ra-

dicalement la société actuelle est celle de la destruction violente du capitalisme. Elle passera nécessairement par le renversement des États bourgeois sous les coups de la révolution prolétarienne et par l'instauration de la dictature du prolétariat, phase transitoire destinée à éliminer les catégories de ce mode de production mercantile que sont le salariat, la production de plus-value comme raison d'être, le marché, l'argent, l'usure, etc., et à permettre ensuite l'instauration du communisme, société humaine sans salariat, sans classe, sans exploitation ni oppression,

donc sans guerre.

C'est uniquement sous la direction du parti de classe du prolétariat que ce combat historique pourra être mené, l'histoire l'a définitivement démontré en de multiples occasions. Le prolétariat est la source de l'accumulation de richesses et donc des pouvoirs de la bourgeoisie, mais il en est aussi son fossoyeur.

- **Pour la reprise de la lutte de classe et le retour aux méthodes et orientations classistes !**
- **Au pacifisme, opposons l'antimi-**

litarisme de classe

- **Au militarisme bourgeois opposons la force de l'internationalisme prolétarien**
- **Vive l'internationalisme et la solidarité prolétarienne contre tous les impérialistes !**
- **Pour la révolution communiste mondiale !**

12/06/2026

(1) <https://www.elysee.fr/G7evian/2026/01/23/les-priorites-du-g7-1>

À propos du 54e congrès de la CGT

Le 54e congrès de la CGT s'est tenu du 1er au 5 juin à Tours. Cet événement ne fait que confirmer ce que nous savons déjà sur la nature grossièrement collaborationniste de la CGT, sur le fait qu'elle constitue, depuis longtemps, un obstacle sur le chemin du retour de la lutte de classe prolétarienne. C'est d'autant plus vrai que ce dernier congrès a pu se dérouler dans une ambiance relativement pacifiée et unanime par rapport au précédent, puisque le 53e avait été caractérisé par le chahutage d'une « opposition » qui proclamait volontiers son caractère « radical » mais dont la surenchère dans le verbiage « révolutionnaire » ne pouvait tromper que les badauds. De toute évidence, la direction sortante avait pris un certain nombre de dispositions pour ne pas réitérer l'expérience et risquer de faire mauvaise impression devant les caméras des médias bourgeois (amendements déposés et sélectionnés à l'avance, contrôle sur les micros, etc.).

Ce dernier 54e congrès, que la direction voulait « apaisé » (c'est-à-dire insipide et aseptisé) a été une nouvelle démonstration en acte de l'enfoncement de l'ancienne centrale syndicale prolétarienne dans des logiques et des manières de faire toujours plus ouvertement réformistes, gestionnaires et institutionnalisées, en deux mots : collaborationnistes et contre-révolutionnaires. Sophie Binet avait donné le ton lors de son discours d'ouverture : « *Pas question de reproduire entre nous les logiques de disqualification que nous combattons à l'extérieur. Il n'y a pas de « traître » ou de « gauchiste » dans cette salle, rien que des camarades !* » Comme Binet l'avoue elle-même, il est bien vrai que la CGT a abandonné toute « logique de disqualification » « à l'extérieur », c'est-à-dire toute lutte politique et idéologique contre l'ennemi de

classe, contre la bourgeoisie et ses serviteurs. Comme il n'y a « à l'extérieur » du syndicat que des simples interlocuteurs, des « partenaires sociaux », il est logique qu'il n'y ait, dans ses propres rangs, « que des camarades », et aucun agent de la bourgeoisie !

Témoignent de cette dégénérescence, entre autres, la pratique typiquement petite-bourgeoise des « tables rondes » auxquels les délégués étaient invités à assister bien sagement (l'économiste Gabriel Zucman y pontifiait sur une meilleure « répartition des richesses »...), mais également la présence des principaux représentants des partis bourgeois de gauche (Olivier Faure pour le PS, Marine Tondelier pour Les Écologistes, Manuel Bompard pour LFI, Fabien Roussel pour le PCF...) ; les directions des différents syndicats et confédérations de l'intersyndicale, dont Marylise Léon, la secrétaire générale de la Confédération sœur ennemie, la CFDT. L'objectif affiché dans le document d'orientation (adopté à 74,7 % des voix, 81,4 % pour le rapport d'activité) était bien entendu de raviver les souvenirs de l'intersyndicale lors de la réforme des retraites de 2023 ainsi que du Nouveau Front populaire des élections législatives de juin 2024. C'est une des caractéristiques de l'opportunisme que de ne reculer devant aucune infamie lorsqu'il s'agit de camoufler des échecs catastrophiques en triomphes éclatants. Alors que l'intersyndicale, CGT en tête, a tout fait pour freiner le mouvement des quatre fers afin de faire gagner du temps à la bourgeoisie et de canaliser la lutte en direction du parlementarisme et du recours au Conseil constitutionnel, Sophie Binet a pu présenter, sans rire, la CGT comme le triomphateur et le fossoyeur des gouvernements Macron ! En réalité, si la CGT est bien le fossoyeur de quelque chose, c'est bien de l'indé-

pendance de classe et de l'énergie de lutte du prolétariat, qu'elle dilapide allègement et qu'elle mène dans le mur chaque fois qu'elle en a l'occasion – ce pour quoi elle est d'ailleurs *payée*, elle qui ne parvient à survivre que grâce à l'aide des subsides de l'État bourgeois.

Les sempiternels appels de la direction en faveur de l'« unité » et du « rassemblement » doivent être compris en ce sens : comme des appels, non à l'unité syndicale prolétarienne sur des bases de classe, pour la défense exclusive des intérêts prolétariens dans la perspective du renversement violent du capitalisme, mais au contraire à l'unification du prolétariat derrière ses propres *ennemis de classe*, qu'ils soient

(Suite en page 20)

Lutte de classe et émancipation des femmes

Brochure «le prolétaire» n° 41;
Avril 2026; format A4;
80 pages; Prix : 6 €, 8 CHF

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

Lutte de classe et émancipation des femmes



Avril 2026

41

À propos du 54e congrès de la CGT

(Suite de la page 19)

politiques ou syndicaux, ou, ce qui revient au même, à l'unification *contre le prolétariat* des organisations collaborationnistes et bourgeoises, pourvu que ces dernières soient vaguement contre le « patronat » et l'« extrême droite ». Il était donc parfaitement logique qu'un des principaux « résultats » du 54e congrès soit un banal ralliement de la CGT aux partis de gauche en vue des élections présidentielles à venir, qu'elle se propose d'« interpellier » pour mener la « bataille des idées »... en bref, de faire du lobbying en faveur de la « solidarité », de la « défense des services publics », de la taxation des patrimoines, de la hausse des salaires, etc. Tout cela illustre le fait que la CGT est devenue une des principales voitures-balais du réformisme bourgeois, qu'elle n'est plus un instrument de la classe, mais l'instrument du maintien de l'emprise opportuniste sur la classe, comme en témoignent encore ses récentes prises de position en faveur d'un protectionnisme européen (1) ou de la défense nationale et du réarmement dans le contexte de la marche à la guerre impérialiste (2).

Notes:

(1) « Projet de document d'orientation pour le 54e congrès », cgt.fr : « *L'élection de Trump oblige à des clarifications. Il faut utiliser ce moment pour exiger des changements en profondeur du système, à commencer par l'organisation du commerce international. Ni libre échange ni guerre commerciale, nous voulons un juste échange qui module les droits de douane en fonction des normes sociales, environnementales et fiscales et met fin à la mise en concurrence internationale du travail.* »

(2) « A qui profite la guerre ? », 22/09/2025, cgt.fr : « *Sortie d'une logique de marché pour la fabrication des armes afin de planifier la production selon les besoins réels du pays et des populations. Développement des filières industrielles intégrées (énergie, infrastructures, transition écologique, numérique) afin de réduire les dépendances extérieures stratégiques. [...] [Pour] un pôle public national de la défense. Structure publique unique, financée par l'impôt, intégrant les activités strictement essentielles aux prérogatives de la défense nationale garantissant la souveraineté de la France.* »

Réunion Publique à Paris sur le thème

« **Défaitisme révolutionnaire et antimilitarisme de classe : quelle réponse face à la marche à la guerre ?** »

Samedi 14 novembre 2016 - 14h00

à l'AGECA

(177, rue de Charonne, Paris 11e ; Métro Alexandre Dumas)

« L'ennemi principal est dans notre propre pays » affirmait courageusement Karl Liebknecht en 1915, en pleine boucherie mondiale. 110 ans plus tard, ce cri de guerre à la bourgeoisie, qui est également une indication tactique de premier ordre, est toujours aussi actuel. Face à la multiplication des guerres localisées – en Ukraine, en Palestine ou en Iran principalement mais aussi au Soudan, entre l'Afghanistan et le Pakistan, entre la Thaïlande et le Cambodge –, face à l'aggravation des contradictions inter-impérialistes, face à la militarisation des principaux États bourgeois et face à la menace grandissante d'un troisième conflit mondial, il est du devoir des révolutionnaires de rappeler aux prolétaires le programme invariant de l'antimilitarisme prolétarien, dont la déclinaison **obligatoire** dans chaque conflit impérialiste est le **défaitisme révolutionnaire**.

À l'heure où le défaitisme révolutionnaire est détourné de sa substance par les forces de l'extrême gauche bourgeoise (trotskistes, maoïstes et autres) qui, sous prétexte de défaitisme révolutionnaire, soutiennent un camp impérialiste contre un autre, voire carrément nié par certains groupes prétendument révolutionnaires, cette réunion publique aura la lourde tâche de rappeler combien le défaitisme révolutionnaire s'inscrit dans la longue tradition de l'antimilitarisme prolétarien, est une **nécessité** indiscutable dans la lutte contre la guerre et l'impérialisme et demeure la **perspective** vers laquelle le prolétariat doit s'orienter, même si seule une poignée de prolétaires à travers le monde en a déjà conscience.



Visitez notre
site internet :
[https://
www.pcint.org](https://www.pcint.org)

**Soutenez la presse
internationale du parti !
Souscrivez !**

... «le prolétaire» : Journal bimestriel ... «Programme communiste» : Revue théorique en français ... «il comunista»: Journal bimestriel en italien ... «Quaderni de "il comunista"» : Revue théorique en italien ... «el proletario» : Journal en italien ... «el programa comunista» : Revue théorique en espagnol ... «Suplemento Venezuela» à «programa comunista» ... «Proletarian» : Supplément en anglais au «prolétaire» ... «Communist Program» : Revue théorique en anglais.

**Correspondance :
Pour la France et la Suisse:**

Changement d'adresse en cours.
Veuillez nous contacter
provisoirement à l'adresse e-mail:

leproletaire@pcint.org

**SOUSCRIPTION PERMANENTE
Troisième liste 2026**

La troisième liste n'est pas disponible pour le moment, nous la communiquerons avec la dernière liste de l'année.

Pour tout versement - abonnement, souscription - veuillez nous contacter à l'adresse e-mail:

leproletaire@pcint.org

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Privet. ISSN 0033-0981.

Abonnement au «prolétaire»: 7,5 € / 15 CHF / £ 10/5 DT/40 DA/20 DH/6 \$ Can.
Abonnement de soutien: 15 € / 30 CHF / £ 15 / 12 \$ Can

«Programme Communiste» (Revue théorique), le numéro: 4 € / 8 CHF / £ 3 / 200 DA / 25 DH / USA et CAN: US \$ 4
Abonnement: le prix de 4 numéros.

«il comunista», le numéro: 2 € / 5 CHF / £ 1,5. **Abonnement:** le prix de 4 numéros.

«el proletario» Le numéro: Europe : 1,5€, 3 CHF, £ 1,5 / Amérique latine: US \$ 1,5 / USA et CAN: US\$ 2.

«el programa comunista», le numéro: 3€ / 8 CHF / £ 2 / America latina: US \$ 1,5 / USA et CAN: US \$ 3.

«Communist Program», le numéro: £ 4 / 4 € / 8 CHF / USA et CAN: US \$ 4
«Proletarian», le numéro: £ 1 / 1,5 € / 3 CHF / USA et CAN: US \$ 2